

JOURNAL

DE CHIMIE MÉDICALE,

DE PHARMACIE ET DE TOXICOLOGIE.

CHIMIE.

PRÉPARATION DU NITRO-PRUSSATE DE SOUDE.

M. Playfair, après avoir découvert les combinaisons nitro-prussiques, fut conduit par l'étude des réactions à proposer l'emploi du nitro-prussiate de soude pour caractériser les sulfures alcalins. La chimie possède en effet bien peu de réactifs aussi sensibles, nous dirions presque aussi coquets que celui-là. La couleur pourpre violette qui prend naissance, ainsi que la réaction qui l'accompagne, ne sont point encore assez connues pour permettre de formuler ici quelques explications plausibles. La composition élémentaire du nitro-prussiate de soude, ainsi que la théorie de sa formation, laissait même beaucoup à désirer. C'est en étudiant la préparation de ce sel, d'après le procédé indiqué par M. Playfair, et celui tout aussi complexe de M. Schlomberger (*Chimie organische*, pages 531 et 532), que nous avons été conduits à la simplifier de la façon suivante :

Une partie de cyanoferrure de potassium pulvérisé est mise en contact avec deux parties d'acide nitrique du commerce, étendu de son volume d'eau.

On place le tout dans une grande capsule, au bain-marie,

en agitant constamment, pour favoriser la réaction qui se produit avec un dégagement assez abondant de gaz, et notamment d'acide cyanhydrique dont il est bon de se préserver. La réaction s'achève peu à peu, et lorsque tout dégagement de gaz a cessé, on sature exactement le liquide acide par du carbonate de soude, en maintenant la capsule à la même température. Il se sépare alors un précipité ocreux, et bientôt en continuant l'évaporation, des cristaux blancs apparaissent à la surface du liquide, en même temps qu'il se manifeste une légère odeur ammoniacale. On verse alors dans le liquide un volume d'alcool à 86^{cc}. égal à celui du liquide restant ; on porte à l'ébullition et l'on jette sur un filtre. Le dépôt est lavé avec un peu d'alcool, et le liquide filtré est abandonné au refroidissement et à l'évaporation spontanée. Bientôt il se dépose des prismes très réguliers, d'un rouge de rubis de nitro-prussiate de soude. Lorsqu'il en a cristallisé une certaine quantité, on les sépare par décantation et on les dessèche. Les eaux-mères continuent à donner de nouveaux cristaux de nitre et de cristaux rhomboédriques de nitrate de soude, ce qui nécessite la séparation du premier produit. Ces cristaux mixtes peuvent être traités eux-mêmes par l'alcool affaibli bouillant, et fournir un produit aussi pur que le premier.

ZACHARIE ROUSSIN,
Interne des hôpitaux.

DE L'ESSAI DES POMMADES RENFERMANT DES COMBINAISONS
OXYGÉNÉES DU MERCURE;

Par ADOLPHE BOBIERRE.

Ayant eu récemment occasion d'expertiser des onguents citrins, employés par une femme, accusée d'exercice illégal de la médecine, j'éprouvai tout d'abord quelque difficulté à constater les caractères chimiques de la matière métallique, 1° en raison de sa minime proportion dans l'onguent ; 2° à cause de

l'ancienneté de la préparation. Le procédé suivant auquel je m'arrêtai définitivement, fournit des résultats tellement nets, que je pense devoir le signaler aux membres des jurys médicaux. Il permet d'isoler en quelques instants le mercure en combinaison avec l'oxygène et des acides gras. Quelque faible que soit la dose du mercure en combinaison, l'effet se produit avec netteté.

L'onguent à essayer est fondu à une douce chaleur, la fusion opérée, on instille dans la masse une petite proportion d'essence de citron ; sous l'influence réductrice bien connue de ce carbure d'hydrogène, l'onguent devient gris, on favorise la réaction par l'agitation. Au bout de cinq minutes on ajoute à la substance, toujours fondue, trois fois son volume d'éther, on agite, on laisse déposer et on décante, on lave deux ou trois fois à l'éther, et le mercure revivifié au fond de la capsule, peut être dissous dans l'acide azotique et soumis aux réactions analytiques jugées nécessaires.

Sur de très petites quantités d'onguent, ainsi que sur des onguents ne contenant que des traces de sels mercuriels, cette réaction donne les résultats les plus nets.

RECHERCHES SUR LE POUVOIR DÉCOLORANT DU CHARBON
ET DE PLUSIEURS AUTRES CORPS ;

Par M. E. FILHOL.

On dit généralement que le charbon est le seul corps simple qui jouisse de la propriété d'absorber les matières colorantes dissoutes dans un liquide ; il résulte d'ailleurs des travaux de MM. Bussy et Payen, que la décoloration par le charbon est un phénomène purement physique, un phénomène de teinture.

Plusieurs corps composés (alumine, sulfure de plomb préparé par voie humide, hydrate de plomb) jouissent aussi de la propriété de décolorer les liquides ; mais les chimistes con-

sidèrent, pour la plupart, l'action que les oxydes exercent sur les matières colorantes dans la préparation des laques comme une action chimique différente de celle du charbon ; cependant Berzélius a cru devoir rapprocher la décoloration par les oxydes et les sels métalliques de celle que produit le charbon.

M. Filhol a eu pour but, dans un travail qu'il a soumis au jugement de l'Académie des sciences, de prouver :

1° Que le charbon n'est pas le seul corps simple qui jouisse de la propriété de décolorer les liquides, et que le soufre, l'arsenic, le fer provenant de la réduction du sesquioxyde hydraté par l'hydrogène, sont très sensiblement décolorants ;

2° Que le nombre des corps composés doués d'un pouvoir décolorant appréciable est beaucoup plus grand qu'on ne pense, et que cette propriété semble dépendre beaucoup plus de l'état de division de ces corps que de leurs qualités chimiques ;

3° Que tel corps qui s'approprie facilement une matière colorante, peut avoir très peu de tendance à s'emparer d'une autre : ainsi le phosphate de chaux des os, obtenu artificiellement, décolore à peine le sulfindigotate de soude, tandis qu'il agit sur la teinture de tournesol plus énergiquement que le noir animal ;

4° Que la décoloration est, dans la grande majorité des cas, un phénomène purement physique : ainsi la même matière colorante est absorbée par des metalloïdes, des métaux, des acides, des bases, des sels, des substances organiques ; d'ailleurs il est facile, en employant des dissolvants convenables, de reprendre la couleur inaltérée au corps qui l'avait absorbée.

M. Filhol ne doute point que ces données pratiques ne puissent devenir l'objet d'applications utiles à l'analyse chimique et à l'industrie.

Les résultats suivants, extraits du mémoire de M. Filhol, pourront donner une idée de l'énergie avec laquelle certaines matières agissent comme agents décolorants.

Les observations ont été faites à l'aide du colorimètre à double lunette de Collardeau.

Pouvoir décolorant rapporté à celui du charbon animal lavé à l'acide chlorhydrique, suppose égal à 100.

| | Teinture de tournesol. | Sulfindigotate de soude. |
|--------------------------------------|---------------------------|-----------------------------|
| Charbon..... | 100 | 100 |
| Hydrate de fer pur..... | 128,90 | 1,97 |
| Alumine..... | 116 | 9,91 |
| Phosphate de chaux..... | 109 | 1,97 |
| Fer réduit par l'hydrogène..... | 95,33 | 100 |
| Soufre (Magistère de). | 26,67 | 0 |
| Bioxyde de manganèse (naturel). | 88,90 | 13,80 |
| Indigo. | 80 | 13,50 |
| Oxyde de zinc..... | 80 | 6,55 |
| Acide stannique. | 70,40 | 0 |
| Acide antimonique. | 66,66 | 1,97 |
| Chromate de plomb. | 70,40 | 2,92 |
| Litharge..... | 66,66 | 3,85 |
| Sulfure d'antimoine (naturel)... .. | 59,25 | 0 |
| Sulfate de plomb. | 50 | 13,80 |
| Bioxyde de cuivre. | 26,67 | 0 |
| Protochlorure de mercure..... | 22,22 | 0 |
| Sulfate de baryte (artificiel). ... | 50 | 0 |
| Sulfure de plomb (artificiel). ... | 130 | 16,67 |

(Comptes-rendus de l'Institut.)

NOTE SUR UNE COCHENILLE INDIGÈNE.

M. Guérin-Méneville ayant récolté dans le midi de la France une espèce de cochenille qui peut être nuisible aux fèves et aux sainfoins, lorsque leur multiplication est favorisée par les circonstances atmosphériques, en fit remettre quelques grammes

à M. Chevreul, pour qu'il en fit l'examen comparatif avec la cochenille exotique.

Voici le résultat des recherches que M. Chevreul a communiqué à l'Institut, en faisant observer que la nomenclature des couleurs est celle de sa construction chromatique hémisphérique.

La cochenille indigène donne à la laine alunée et tartree une couleur rabattue ou ternie par du noir, correspondant au 8 ton du 2 rouge $\frac{4}{10}$ de noir.

La cochenille exotique donne à la laine alunée et tartree une couleur rabattue ou ternie par du noir, correspondant au 12 ton du 5 violet-rouge $\frac{1}{10}$ de noir.

Il faut ajouter, pour être vrai, que pour 1 gr. 5 cent. de laine, le poids de la cochenille indigène était de 2 grammes, tandis que celui de la cochenille exotique était de 1 gr. 2 cent., quantité beaucoup plus forte que celle qui aurait été strictement nécessaire pour obtenir un ton très élevé.

La cochenille exotique est donc beaucoup plus colorante que la cochenille indigène.

La cochenille indigène donne à la laine passée au mordant d'écarlate une couleur correspondant au 8 ton du 3 rouge-orangé.

La cochenille exotique donne à la laine passée au mordant d'écarlate une couleur correspondant au 8 ton du 3 rouge.

Mais l'égalité de ton n'a été obtenue qu'en employant 200 parties de cochenille indigène au lieu de 15 parties de cochenille exotique.

D'un autre côté, celle-ci donne l'écarlate rouge (3 rouge), lorsque la cochenille indigène donne la couleur capucine (3 rouge-orangé).

La cochenille indigène donne à la soie alunée le 1 rouge rabattu par $\frac{4}{10}$ de noir.

La cochenille exotique donne à la soie alunée le 4 *violet-rouge rabattu par $\frac{1}{2}$ de noir.*

Stabilité de la cochenille indigène comparée à celle de la cochenille exotique, après une exposition au soleil du 30 mars au 1^{er} mai 1852.

La cochenille indigène fixée à la soie alunée est très inférieure à la cochenille exotique.

La cochenille indigène fixée à la laine par la composition d'écarlate a plus de stabilité que quand elle l'est à la soie alunée.

La cochenille exotique alliée à la garance pour faire le 3 rouge-orangé sur laine, a perdu du jaune et pris du rouge. De sorte que ce capucine a été plus modifié dans sa composition optique que la capucine de la garance indigène.

Conclusions des expériences précédentes au point de vue de l'art.

La couleur de la cochenille indigène ne présenterait quelque avantage en teinture que sur la laine qu'il s'agirait de teindre en couleur capucine, et il est entendu qu'il serait nécessaire que le prix de cette cochenille fût très inférieur à celui de la cochenille exotique, parce qu'elle est bien moins riche en couleur.

Au point de vue de la science, il serait intéressant de faire un examen chimique des deux espèces de cochenille, afin d'étudier le principe colorant de la cochenille indigène, qui est différent de la carmine, principe colorant de la cochenille exotique. L'examen comparatif des matières grasses que les deux espèces d'insectes contiennent en assez grande quantité donnerait sans doute encore de curieux résultats sur la production de la matière grasse dans ces insectes.

TOXICOLOGIE ET CHIMIE JUDICIAIRE.

VIN ADDITIONNÉ D'EAU LORS DE SON TRANSPORT.

Nous, E. R..., juge d'instruction près le tribunal de première instance.

Vu les pièces de la procédure suivie contre X..., capitaine de navire, inculpé de falsification de vingt-cinq barriques de vin rouge qui lui avaient été confiées ;

Attendu qu'il importe d'entendre les témoins ci-après désignés sur les faits suivants : Le 6 novembre 1848, B... a expédié à La R... vingt-cinq barriques de vin rouge à MM. L... et autres à P... Ces vins, qui étaient purs et marchands au départ, se sont trouvés altérés outre mesure et gâtés même par une grande quantité d'eau. La fraude est d'autant plus difficile à découvrir que ces vingt-cinq barriques ont été livrées à trois entreprises différentes. Elles ont été transportées d'abord dans un bateau de La R... à B..., puis de B... au H... par le navire du capitaine X..., ensuite du H... à P... par le chemin de fer. Le premier trajet a été surveillé ; le troisième très rapide. C'est donc sur le voyage de mer que se concentre l'attention.

Les témoins diront la date bien exacte de l'arrivée du vin à P..., la nature et le degré d'altération qui les a fait le refuser, et la comparaison qu'ils ont pu faire avec le vin de comparaison que M. B... leur avait fait parvenir à P...

Attendu que les témoins indiqués sont domiciliés hors de l'arrondissement de notre résidence,

Prions et requérons, en conséquence des dispositions de l'article 84 du Code d'instruction criminelle et de la circulaire du ministre de la justice du 23 septembre 1812,

M. le juge d'instruction de P..., qui sera compétent, de faire citer par devant lui et d'entendre dans leurs dépositions sur les faits et circonstances ci-dessus, MM. L..., B..., C..., C...-L..., L..., T..., F..., témoins indiqués, ainsi que tous autres qui pourraient l'être ou venir à sa connaissance, par suite d'information, et dont le témoignage serait jugé nécessaire ou utile à la manifestation de la vérité.

Pour le cahier d'information nous être transmis, clos et cacheté, aux termes de l'article 25 du Code d'instruction précité.

Donné et scellé dans notre cabinet, au Palais-de-Justice à N..., le 4 juin 1849. E. B...

Observations particulières.

Prions notre collègue de se faire remettre une bouteille de chacune des barriques suspectes, afin de faire constater le corps du délit par une expertise, et au moyen d'une bouteille de comparaison que l'on fera adresser par le juge d'instruction de La R...; l'expert dira quel est le degré et la nature de l'altération, et s'il est possible de déterminer si elle a été faite avec de l'eau de mer ou de l'eau de rivière.

Le juge d'instruction,

E. R...

Rapport de l'expert.

Nous Jean-Baptiste Chevallier, chimiste, professeur à l'École de pharmacie, membre de l'Académie nationale de médecine, chargé : 1° En vertu d'une commission rogatoire de M. le juge d'instruction du tribunal de première instance de N...; 2° d'une ordonnance rendue le 12 juin 1849, par M. B..., juge d'instruction près le tribunal de première instance du département de la Seine, vu la procédure qui s'instruit contre le sieur X..., capitaine de navire, inculpé de falsification de vingt-cinq barriques de vin rouge qui lui avaient été confiées,

d'examiner chimiquement, serment prêté selon la loi : 1° un échantillon du vin expédié par le sieur B..., échantillon saisi à La R...; 2° des échantillons des vins livrés à P..., donnés comme point de comparaison, à l'effet de dire quel est le degré et la nature de l'altération que ce vin a subie, et s'il est possible de déterminer si elle a été produite par l'addition d'eau de mer ou d'eau de rivière.

Par suite de la commission rogatoire et par suite de l'ordonnance arrêtée, il nous a été fait la remise, après serment préalablement prêté : 1° d'une petite caisse en bois, fermée et scellée, contenant une bouteille, pour échantillon, du vin expédié par M. B. et qui avait été saisi à La R...; 2° de trois bouteilles renfermant des échantillons du vin livré à diverses personnes. Toutes ces échantillons ont été portés dans notre laboratoire où devaient se faire les expériences destinées à répondre aux questions posées dans la commission rogatoire.

Examen du vin saisi à La R..., échantillon du vin adressé par M. B... à ses correspondants.

Cet échantillon était renfermé dans une petite boîte en bois blanc, fermée et scellée, portant les mentions suivantes :

1° *A M. le juge d'instruction de la S..., à P..., pour le procureur de la république, R... B...;*

2° *Pièces de conviction, bouteille de vin rouge semblable au vin expédié par B... à L..., à P..., le 7 novembre 1848, et saisi à La R..., en vertu d'une commission rogatoire de M. le juge d'instruction de N..., pour servir à P... de pièce de comparaison dans l'affaire du capitaine X... et être remis au juge d'instruction de P..., chargé de faire faire l'expertise. Suivent trois signatures, puis le cachet à l'encre bleue de M. le juge d'instruction.*

L'intégrité des scellés apposés sur la boîte renfermant le vin

B..., ayant été constatée, la boîte fut ouverte et on en tira la bouteille; puis on procéda à l'examen physique et à la dégustation de ce vin. On reconnut que ce vin a une *bonne couleur*, qu'il est de bonne qualité, qu'il est *nié* (clair), que son goût est *franc*, qu'il est *chaud* et fortement alcoolique. Essayé par l'oxalate d'ammoniaque et par le chlorure de baryum, il fournit de légers précipités.

3 décilitres de ce vin ont été introduits dans la cucurbite d'un alambic Duval; puis on a procédé à la distillation, qui a été continuée avec tous les soins convenables, jusqu'à ce que le liquide distillé ait été de 1 décilitre.

Le liquide distillé amené à la température de $+15^{\circ}$ centigrades, a été examiné à l'aide de l'alcoomètre centésimal de Gay-Lussac. Ce liquide, qui avait *bon goût*, marquait 35, ce qui indique que le vin distillé contenait 11,66 d'alcool.

Voulant vérifier l'opération que nous avons faite à l'aide de l'appareil distillatoire, nous fîmes usage du *thermomètre alcoométrique dit ébullioscope à tige, fabriqué par Lerebours*, thermomètre qui sert à déterminer directement et *sans distillation*, par le moyen de l'ébullition la quantité d'alcool contenue dans les liquides spiritueux. L'essai fait à l'aide de cet appareil, en présence de M. Conaty qui l'a fait connaître, nous donna, par l'ébullition, l'indication que ce vin échantillon B... contenait 12 pour 100 d'alcool.

Le résidu de l'opération de distillation faite dans l'appareil Duval, ce liquide duquel on avait séparé l'alcool, fut évaporé et desséché à l'étuve; il pesait 6 grammes 6 décigrammes.

Ce résidu calciné donnait des cendres qui pesaient 0,6 décigrammes. Ces cendres étaient formées de carbonate de potasse contenant des traces de chlorures et de sulfates. Nous n'avons pu faire de détermination sur la quantité de tartre contenu dans ce vin; l'échantillon qui fut mis à notre disposition n'était

pas assez considérable pour que nous puissions faire toutes les opérations désirables ; mais les résultats qui ressortent de nos expériences sont suffisants pour pouvoir nous prononcer sur les questions qui nous ont été posées.

Examen du vin livré aux sieurs L...-T...

Ce vin était renfermé dans une bouteille portant une étiquette sur laquelle on lit : *Délégations judiciaires, procès verbal du 29 juin 1849. Aff. X..., capitaine de navire, inculpé de falsification de vins. Une bouteille d'échantillon du vin rouge présumé falsifié, provenant de la fourniture faite par les sieurs B... aux sieurs L...-T..., et saisi entre les mains de ces derniers pour être analysé. Signé L..., signé B...*

L'intégrité du cachet apposé sur la bouteille ayant été constatée, cette bouteille a été ouverte et on a procédé à l'examen physique et à la dégustation du vin qui y était contenu. Ces opérations nous ont démontré que le vin saisi chez M. L... et T... n'est pas *clair*, que sa couleur n'est pas *satisfaisante*, mais *pâle*; que son goût, au lieu d'être chaud et alcoolique, est *plat* et laisse dans la bouche une saveur aqueuse.

Soumis à la distillation dans l'appareil Duval, 3 décilitres de ce vin ont fourni 1 décilitre d'eau-de-vie qui, à la température de + 15 centigrades, marquant 21° à l'alcoomètre centésimal de Gay-Lussac, représente 7 pour 100 d'alcool pur.

La confrontation de l'expérience de distillation, faite par le *thermomètre alcoométrique*, dit *ébullioscope*, n'a donné en alcool pour 100 que 6,75.

Le résidu de la distillation, évaporé à l'étuve, a fourni un résidu pesant 3 grammes 9 décigrammes. Ce résidu calciné a laissé 3 décigrammes de cendres ; elles ont été examinées ; on a reconnu qu'elles contenaient du carbonate de potasse, qui

renfermait une plus grande quantité de chlorure et de sulfate que le précédent résidu.

Examen de l'échantillon du vin livré au sieur C...

Ce vin était renfermé dans une bouteille en verre noir, dite de *trois demi-septiers*, qui portait une étiquette sur laquelle on lisait : *Délégations judiciaires, procès verbal du 29 juin 1849, aff. X..., capitaine de navire, inculpé de falsification de vin. Une bouteille d'échantillon contenant du vin rouge présumé falsifié, provenant de la fourniture faite par le sieur B... au sieur C..., et saisi chez ces derniers pour être analysé, signé C..., signé B...*

L'intégrité du cachet apposé sur la bouteille ayant été constatée, on a procédé à la dégustation. Cette opération a démontré que ce vin ne ressemblait en rien au vin saisi chez le sieur B... ; il présentait les caractères du vin saisi chez le sieur L...-T... ; il était *pâle de couleur, trouble, plat de goût*.

3 décilitres de ce vin ont, par une distillation convenablement conduite, donné 1 décilitre d'eau-de-vie ayant bon goût, mais ne marquant que 21° à l'alcoomètre centésimal de Gay-Lussac à une température de + 15 degrés. Ce résultat indiquait 7 pour 100 d'alcool.

Une opération d'épreuve faite par le *thermomètre alcoométrique ébullioscope*, a aussi indiqué 7 pour 100 d'alcool dans le vin examiné.

Le résidu de la distillation dans l'appareil Duval a été évaporé ; il a fourni un extrait qui pesait 3 grammes 1 décigramme. Ce résidu incinéré a laissé des cendres qui pesaient 3 décigrammes. Ce résidu était formé de carbonate de potasse contenant plus de sulfate et de chlorure que le vin pris à La R...

Examen du vin fourni à M. L...

Ce vin était contenu dans une demi-bouteille en verre

noir, fermée et scellée, portant une étiquette sur laquelle on lit : *Délégations judiciaires, procès verbal du 29 juin 1849, aff. X..., capitaine de navire, inculpé de falsification de vin. Une bouteille d'échantillon contenant du vin rouge présumé falsifié, saisi chez le sieur L..., et provenant de la fourniture faite par le sieur B..., signé C..., signé B...*

L'intégrité du scellé apposé sur le cachet de la bouteille ayant été constatée, on a procédé à l'ouverture de cette bouteille et on s'est livré à l'examen du vin qui y était contenu. Il est résulté pour nous que le vin contenu dans cette bouteille n'était pas conforme à celui saisi à La R..., chez le sieur B... En effet, le vin saisi chez le sieur L... est *pâle en couleur, légèrement trouble et plat de goût*. Ce vin ressemble à celui saisi chez les sieurs L..., T... et C...-L...

3 décilitres de ce vin ont été soumis à la distillation pour obtenir 1 décilitre d'eau-de-vie. Cette eau-de-vie de bon goût, amenée à + 15 centigrades de température, marquait à l'alcoomètre de M. Gay-Lussac 21°; ce qui démontre que ce vin contenait 7 pour 100 d'alcool.

Un essai de contrôle a été fait à l'aide du *thermomètre alcoométrique*, dit *ebullioscope*, qui a annoncé la présence dans ce vin de 7 1/3 pour 100 d'alcool.

Le résidu provenant de la distillation des 3 décilitres de vin qui avaient été introduits dans l'appareil Duval, a été évaporé et desséché à l'étuve; son poids était de 3 grammes 6 décigrammes. Calciné dans un creuset, il a fourni des cendres pesant 4 décigrammes, et qui étaient formées de carbonate de potasse contenant des chlorures et des sulfates en plus grande quantité que le résidu obtenu du vin pris à La R...

On voit, par tout ce qui vient d'être dit, que les quantités d'alcool contenu dans les vins que nous avons eu à examiner, sont bien différentes pour le vin B... et pour le vin livré aux

sieurs L..., T..., C... et L... En effet, le vin saisi chez le sieur B... a fourni à la distillation et à l'ébullioscope de 11,66 à 12 d'alcool, tandis que les vins livrés à Paris n'en contenaient que 7 à 7,33.

L'ordonnance qui nous charge d'examiner les vins saisis, nous posant la question de savoir *si le vin livré aux sieurs L..., T..., C... et L... avait été allongé avec de l'eau de mer ou avec de l'eau de rivière*, nous avons cru devoir faire les expériences suivantes : Nous avons mêlé du vin saisi chez le sieur B... avec de l'eau de mer qui avait été puisée dans le port de Fécamp, et nous avons vu qu'un mélange semblable ne pouvait être opéré, qu'il serait décelé à la dégustation ; en effet, nous avons reconnu qu'un vin qui serait mêlé d'un tiers d'eau de mer aurait un goût insupportable ; qu'un vin mêlé d'un dixième d'eau de mer *serait très mauvais* ; enfin qu'un vin additionné d'un vingtième de cette eau laisse encore dans la bouche *un goût saumâtre* ; de plus, les cendres qui résultent de la carbonisation et de l'incinération de ces vins sont très salées.

Conclusions.

De ce qui précède il résulte pour nous :

1° Que le vin saisi chez le sieur B... à La R... est du vin de bonne qualité bien coloré, d'un goût franc, vin qui contient 11,66 pour 100 d'alcool ;

2° Que le vin livré aux sieurs L..., T..., C..., L..., est pâle en couleur, que son goût, au lieu d'être chaud et alcoolique, est plat et laisse dans la bouche une saveur aqueuse, que ce vin ne contient que 7 ou au plus 7,33 pour 100 d'alcool ;

3° Que si le vin livré aux sieurs L..., T..., C..., et L... provient du vin expédié par le sieur B..., ce vin a été allongé de plus d'un tiers d'eau ;

4° Que l'eau ajoutée au vin n'est pas de l'eau de mer, mais de l'eau de rivière ;

5° Que le vin livré aux sieurs L..., T..., C... et L... ne peut être livré *comme vin loyal et marchand*, non parce qu'il contient des substances nuisibles, mais parce qu'il a été allongé d'eau.

A. CHEVALLIER.

EXAMEN CHIMICO-LÉGAL DE DIVERSES SUBSTANCES ALIMENTAIRES
AYANT OCCASIONNÉ DES ACCIDENTS ;

Par MM. MORIN et GIRARDIN, professeurs de chimie à l'Ecole de médecine et à l'Ecole municipale de Rouen.

(*Mémoire lu à l'Académie des sciences de Rouen, dans la séance du 11 avril 1851.*)

Le 18 décembre 1847, dans une des fermes importantes d'une petite commune de l'arrondissement de Neufchâtel, on fait une cuisson de quatorze pains de 5 à 6 kilogrammes, et on confectionne en même temps, ainsi que cela se pratique fort souvent à la campagne, deux sortes de pâtisserie : des tartes aux pommes, et des *boulloches*, c'est-à-dire des pommes entières entourées de pâte.

Quinze personnes des deux sexes et de différents âges, qui, dans cette journée ou dans les suivantes, mangent de ce pain ou des pâtisseries, ressentent à des degrés divers tous les effets de l'empoisonnement ; plusieurs d'entre elles sont en danger de mort, et, au premier coup d'œil, le médecin appelé reconnaît les symptômes les mieux caractéristiques de l'empoisonnement par l'arsenic. Le maire de la commune, averti, place sous les scellés tous les produits de la fournée du 18 décembre et prévient le ministère public.

Le magistrat qui se transporte sur les lieux, le 21 décembre, trouve encore la plupart des habitants de la ferme dans un état de souffrance inexprimable ; il est frappé des symptômes d'em-

poisonnement qui se révèlent de toutes parts et qui jaillissent de l'information sommaire à laquelle il procède. Il confirme la séquestration du pain et de la pâtisserie, et les fait emporter pour les soumettre à une analyse chimique, avec le sac dans lequel la farine a été rapportée le jeudi par le meunier, le grégeon produit de cette mouture, et le levain de la fournée du 18 décembre.

C'est dans ces circonstances que nous est confié, par le juge d'instruction de Neufchâtel, l'examen des différentes substances saisies, ainsi que celui de deux échantillons d'urines rendues par plusieurs des malades de la ferme pendant leur indisposition.

Mais il ne nous est pas simplement ordonné de rechercher la présence d'un poison dans les aliments précités, nous devons, si cela est possible, déterminer l'époque à laquelle la substance vénéneuse a été introduite dans la farine qui a servi à la confection du pain et des pâtisseries.

Pour résoudre ces importantes questions, nous avons opéré de la manière suivante, en agissant tout d'abord sur le son et grégeon rapportés du moulin, et sur le sac qui servit à transporter la farine.

I. Examen du son et du grégeon rapportés du moulin.

Nous avons fait bouillir une certaine quantité de ces substances, qui consistent en ligneux, amidon, gluten, matière grasse, sels et substances solubles, dans de l'eau distillée fortement alcalisée par la potasse caustique pure, dans le but d'extraire et de fixer l'acide arsénieux, dans le cas où ces substances en auraient contenu. La décoction fut passée à travers une toile neuve serrée, le résidu fut lavé à l'eau bouillante, et dans toutes les liqueurs réunies on ajouta de l'azotate de potasse. On fit évaporer avec précaution jusqu'à consistance de miel épais, et

après refroidissement on projeta la masse saline, par petites portions, dans un creuset rouge de feu, afin de détruire toutes les matières organiques. La déflagration opérée, on versa le résidu salin fondu dans une capsule de porcelaine préalablement échauffée, et placée dans une autre capsule pour ne rien perdre dans le cas de rupture de la première; on traita le sel blanc refroidi par de l'acide sulfurique concentré jusqu'à cessation de vapeurs rutilantes, et on fit bouillir le tout après avoir étendu d'eau distillée. En laissant ensuite refroidir la liqueur, il se sépara une certaine quantité de sulfate de potasse; l'eau-mère devait contenir tout le poison à l'état d'acide arsénique. On la versa peu à peu dans un appareil de Marsh fonctionnant à blanc depuis quelque temps, mais il nous fut impossible de recueillir la plus légère tache arsenicale, même après quarante minutes d'attente.

Quoique le mode d'expérimentation suivi ne nous laissât aucun doute sur l'absence de l'arsenic dans le son et le grégeon, nous avons cru, pour prévenir toute objection, devoir désorganiser par l'acide sulfurique le résidu ligneux retenu par la toile, après l'action de la potasse. Le charbon obtenu fut mis à bouillir avec de l'eau régale; on étendit d'eau, on filtra, on chauffa la liqueur avec un léger excès d'acide sulfurique pour la débarrasser de toute trace d'eau régale, et on la versa dans l'appareil de Marsh. Mais ici encore les résultats furent entièrement négatifs.

II. Examen du sac ayant servi au transport de la farine.

Ce sac présentait, dans son intérieur, une petite quantité de farine adhérente au tissu; il y avait aussi de cette dernière dans les coins.

Le sac fut coupé, secoué avec force au-dessus d'un papier, et purgé autant que possible de farine. Une portion du tissu

fut traité comme il vient d'être dit ci-dessus, mais l'appareil de Marsh ne pût nous fournir aucune trace d'arsenic.

La farine isolée, examinée de la même manière, ne nous en donna pas davantage.

III. *Examen de la farine restée dans la maie.*

Une certaine quantité de farine restée dans la maie après la confection du pain fut alors examinée par nous. Cette farine était évidemment de même nature que celle qui entrait dans la composition du pain et des pâtisseries. Ici, nous fûmes obligés de recourir à un autre mode de traitement, car le précédent est impraticable. La farine, bouillie avec de l'eau alcalisée par la potasse, se liquéfie bien, mais la liqueur ne peut être évaporée, et pour pouvoir la solidifier et la soumettre à la déflagration, il faut employer une si grande proportion de nitre, qu'on obtient une masse saline considérable difficile à traiter par l'acide sulfurique, et dans laquelle de petites quantités d'arsenic sont pour ainsi dire noyées. Disons, toutefois, que la liqueur provenant de la réaction de l'acide sulfurique sur le produit de la déflagration nous donna des traces non équivoques d'arsenic.

Voici le procédé qui nous a le mieux réussi et que nous conseillons aux experts d'employer dans un cas analogue.

La farine fut délayée, dans un matras assez grand, avec de l'eau distillée, et la bouillie homogène fut étendue d'une nouvelle quantité d'eau additionnée d'acide sulfurique par. On fit arriver au sein de ce mélange un courant de vapeur d'eau, et on prolongea l'ébullition jusqu'à la complète liquéfaction et saccharification de la farine. Mais pour nous prémunir contre la volatilité de l'acide arsénieux sous l'influence de la vapeur d'eau, nous adaptâmes au col du matras un tube qui conduisait la vapeur en excès dans un flacon contenant une solution faible de potasse pure. Ce soin était superflu, car, après l'ébullition,

nous ne pûmes découvrir aucun indice d'acide arsénieux dans l'eau du flacon.

Le liquide du matras fut saturé avec de la potasse caustique, évaporé à moitié de son volume, additionné d'une suffisante quantité de nitre en poudre, et réduit à l'état de masse saline que l'on fit déflagrer dans un creuset. A partir de là, on opéra comme précédemment, et le liquide définitif, introduit dans un appareil de Marsh, donna lieu à la production d'un gaz dont la flamme recouvrit les soucoupes de porcelaine d'une multitude de taches métalliques.

Ces taches étaient bien arsenicales, car elles se dissolvaient dans l'hypochlorite de soude, dans l'acide azotique, et leur dissolution azotique, évaporée à siccité, laissait une poudre blanche que l'azotate d'argent colorait en rouge de brique. Ces taches exhalaient l'odeur d'ail en se réduisant en vapeurs sur les charbons ardents.

L'absence de l'arsenic dans le son, le grégeon, la farine restée dans le sac, ainsi que le sac lui-même, et la présence du poison dans la farine trouvée dans la maie, démontrent clairement que ce poison a été ajouté à la farine postérieurement à la mouture et après qu'elle a été retirée du sac. C'est dans le pétrin, au moment de la confection de la pâte, que cette farine a été empoisonnée.

Il nous a paru indispensable de déterminer l'état sous lequel l'arsenic se trouvait dans la farine. En conséquence, une certaine quantité de celle-ci fut délayée et laissée en macération pendant vingt-quatre heures dans de l'eau distillée. La liqueur, filtrée au papier Berzélius, donna, avec l'hydrogène sulfuré et quelques gouttes d'acide chlorhydrique, d'abondants flocons jaunes solubles dans l'ammoniaque; c'était du sulfure d'arsenic; les autres réactifs indiquèrent, comme les précédents, que l'eau avait enlevé à la farine de l'acide arsénieux.

IV. *Examen de la pâte ou levain.*

Cette pâte, restant de celle qui avait été cuite, était contenue dans un pot en grès. Après lui avoir appliqué les mêmes moyens analytiques, nous en avons extrait de l'arsenic en quantité notable, de manière à pouvoir couvrir de taches une capsule de 15 centimètres de diamètre et à former un bel anneau métallique dans un tube de verre adapté à l'appareil de Marsh.

V. *Examen de la pâtisserie et des bouloches.*

La pâtisserie était conservée dans un pot de grès. Elle consistait en pâte cuite contenant dans son intérieur de la marmelade de pommes.

Les bouloches étaient renfermées dans une soupière en faïence, et divisées en deux parties bien distinctes par une feuille de papier. La partie supérieure était ainsi désignée : *Bouloche mangée par le père L...*; l'inférieure avait pour suscription : *Bouloche non touchée.*

Ces différentes pâtisseries ont été soumises, isolément et successivement, au même mode analytique. Une certaine quantité de pâte et de fruit a été mise à chauffer avec le sixième de son poids d'acide sulfurique pur jusqu'à carbonisation complète. On fit bouillir le charbon avec de l'eau régale pour détruire l'acide sulfureux qui s'était formé, et convertir l'acide arsénieux en acide arsénique. On reprit par l'eau distillée, on filtra au papier Berzélius la liqueur bouillante, et, après l'avoir concentrée, on l'introduisit dans un appareil de Marsh fonctionnant à blanc. Nous obtînmes promptement des taches nombreuses d'arsenic métallique.

VI. *Examen des pains.*

Sur les cinq pains qui nous furent envoyés par le juge d'instruction, et qui avaient été pris au hasard sur les quatorze

composant le total de la cuisson du 18 décembre 1847, deux étaient entamés et avaient servi aux repas des gens de la ferme. Ces pains ayant été confectionnés, ainsi que l'ordonnance du magistrat de Neuchâtel nous l'apprenait, avec de la farine semblable à celle que nous avons déjà examinée, nous nous attendions bien à y trouver aussi de l'acide arsénieux en forte proportion. C'est ce que l'expérience confirma. Voici comment nous crûmes devoir opérer dans ce cas.

Nous fîmes bouillir 100 grammes de pain dans de l'eau acidulée par l'acide sulfurique, jusqu'à ce que tout le pain ait disparu; on remplaçait l'eau au fur et à mesure de son évaporation. Cette opération demanda plusieurs heures. On fit alors passer dans la liqueur un courant de gaz acide sulfhydrique qui, bientôt, donna lieu à un trouble abondant occasionné par la formation de sulfure jaune d'arsenic entraînant avec lui une certaine quantité de matière organique. Après vingt-quatre heures d'un dégagement lent et soutenu d'hydrogène sulfuré, on fit bouillir la liqueur pour favoriser la précipitation du sulfure arsenical; on le sépara par le filtre, et on soumit de nouveau la liqueur filtrée à l'action du gaz sulfhydrique qui produisit encore un précipité; on le recueillit sur le même filtre, d'où on l'enleva au moyen d'une solution de potasse caustique qui en opéra la dissolution. On fit bouillir cette solution avec de l'acide azotique, afin d'obtenir du sulfate de potasse et de l'acide arsénique. Toute trace de vapeur nitreuse ayant disparu, la liqueur, suffisamment étendue d'eau, fut versée dans un appareil de Marsh nouveau, et, après l'inflammation du gaz sortant de cet appareil, on ne tarda pas à voir se déposer sur les capsules de porcelaine qu'on exposait au-devant de la flamme de nombreuses taches miroitantes et métalliques.

Les cinq pains contenaient, à très peu de chose près, les mêmes proportions d'acide arsénieux. Une seule tranche de

chaque pain, mise pendant quelques heures à macérer dans de l'eau froide, communiquait à celle-ci tous les caractères d'une faible dissolution d'acide arsénieux.

Toutes les matières alimentaires soumises à notre examen étant analysées, il nous restait à étudier les deux bouteilles d'urines dont il a déjà été question.

VII. *Examen des urines.*

L'une des bouteilles portait cette désignation : *Urine des époux L..., père et mère, rendue depuis le 21 décembre, huit heures du soir, jusqu'au 22, sept heures du soir.*

L'autre était étiquetée ainsi qu'il suit : *Urine provenant des époux L..., L... fils, Virg. Deloh... et A. Bal...; journée du 21 décembre, de une heure de l'après-midi à six heures du soir.*

Ces urines étaient légèrement troubles et très peu ammoniacales.

On les fit bouillir avec de la potasse pour en expulser l'ammoniaque libre ou combinée, et pour donner en même temps de la fixité à l'acide arsénieux, dans l'hypothèse de sa présence dans ces liquides. Lorsqu'ils furent réduits en consistance de sirop, on les convertit en charbon au moyen de l'acide sulfurique. Ce charbon, traité comme il a déjà été dit, ne fournit aucune trace d'arsenic.

Dans un autre essai, après avoir fait bouillir avec de la potasse caustique, et évaporer jusqu'à réduction de moitié du volume primitif, on additionna de nitre en poudre, on dessécha le tout, et on le fit déflager dans un creuset rouge de feu. Le résidu salin, traité convenablement, ne donna pas le plus léger indice d'arsenic au moyen de l'appareil de Marsh.

Les urines précitées, bien que provenant de personnes manifestement empoisonnées, ne renfermaient pourtant pas d'ar-

senic. On sait cependant que le rein est un organe d'élimination des poisons, et que c'est ordinairement avec les urines que sortent du corps les substances minérales ingérées. Mais dans l'espèce, les individus empoisonnés ont tous éprouvé de violents et fréquents vomissements, et dès lors la totalité ou du moins la presque totalité du poison a été expulsée par les contractions de l'estomac; de plus, si les malades ont bu une certaine dose de liquide dans la première période d'intoxication, s'ils ont eu des déjections abondantes, l'élimination de la très minime proportion d'arsenic passée dans le torrent de la circulation a dû se faire très-promptement par la voie des urines. Si, enfin, nous notons que c'est seulement le quatrième jour après l'empoisonnement qu'on a pu recueillir les urines de quelques-uns des malades, l'absence de l'arsenic dans ces urines s'expliquera très facilement.

VIII.

Maintenant que nous avons mis en évidence la présence de l'arsenic dans la farine qui a servi à la confection des pains et pâtisseries qui ont failli causer la mort de tant de personnes, examinons une question grave qui se présente tout naturellement. Quelle est l'origine de cet arsenic? a-t-il été introduit dans une intention coupable, ou provient-il d'une circonstance en dehors des prévisions humaines, l'emploi d'un blé chaulé à l'arsenic, pratique si commune dans beaucoup de localités et notamment dans l'arrondissement de Neuchâtel?

Cette dernière supposition ne peut se soutenir devant la masse d'expériences qui ont clairement démontré que le blé chaulé à l'acide arsénieux donne des semences absolument dépourvues de tout composé arsenical. S'il en était autrement, nous aurions dû trouver du poison dans le son, car il est évident que l'acide arsénieux aurait dû s'introduire aussi bien

dans les enveloppes corticales que dans la partie interne du grain de blé; nous dirions même qu'il aurait passé de préférence dans la partie ligneuse, puisque M. Payen a constaté que le péricarpe du blé a plus de tendance à s'unir avec les substances minérales que la farine même. Or, on a vu précédemment que le son et le grégon ne nous ont pas fourni la plus légère trace d'acide arsénieux.

L'absence de l'arsenic dans le son et le grégon, dans la farine adhérente au sac de toile, ainsi que dans le tissu même de ce sac, nous autorise à affirmer que ce poison a été ajouté dans la farine destinée à faire le pain, alors que celle-ci était déjà déposée dans la maie.

Quant à la question de quantité, nous avons cru ne pas devoir l'aborder, pour ne pas entrer dans le domaine des probabilités. L'acide arsénieux ayant été inexactement mêlé à la farine, cela est très-supposable, n'aurait-il pas pu se faire qu'un poids déterminé de cette substance nous eût fourni une proportion d'arsenic bien supérieure à celle que nous aurait donné une égale quantité de farine prise dans une autre partie de la masse ?

D'un autre côté, l'arsenic contracte avec les matières organiques une sorte de combinaison qu'il est difficile de rompre et qui s'oppose au complet isolement du poison. Si nous trouvons dans les procédés de carbonisation que la science a mis à notre disposition des moyens de détruire cette adhérence, et de mettre en évidence des quantités infinitésimales d'arsenic à l'aide de l'appareil de Marsh, n'oublions pas que ces procédés ne nous permettent de retirer qu'une partie seulement de l'arsenic contenu dans les matières empoisonnées.

En chimie légale, pour déclarer qu'il y a eu empoisonnement, il suffit d'établir l'existence d'une substance capable d'occasionner la mort. C'est là un principe que nous avons

constamment soutenu dans les nombreuses affaires de chimie légale où nous avons figuré comme experts, et nous avons eu la satisfaction, dans une occasion solennelle, d'être appuyés par l'autorité imposante de M. Orfila.

IX. *Conclusions.*

Des faits ci-dessus exposés, nous avons cru pouvoir conclure :

1° Que le son, le grégeon, la farine adhérente au sac de toile grise, le sac lui-même, sont totalement dépourvus d'arsenic ;

2° Que la farine trouvée dans la maie ou pétrin contient une quantité notable d'acide arsénieux ;

3° Que le levain, tous les pains, les bouloches et la pâtisserie, analysés séparément, nous ont fourni une quantité d'arsenic telle, que nous avons pu en recouvrir plusieurs capsules et en former un anneau métallique que nous plaçons au nombre des pièces à conviction ;

4° Que les deux urines, analysées isolément, ne nous ont offert aucune trace de ce poison ;

5° Que l'existence de l'arsenic dans la farine ne peut être le résultat d'un *effet naturel* ; que conséquemment ce poison y a été, ajouté, lorsqu'elle a été déposée dans la maie à pétrir, immédiatement avant la confection de la pâte, puisque le sac qui a servi à la rapporter du moulin n'en renferme aucune trace.

X. *Observations.*

Lorsque l'affaire pour laquelle ce rapport a été rédigé a été appelée devant la Cour d'assises, il a été parfaitement établi que la présence de l'arsenic dans la farine ne pouvait provenir que d'un mélange fait à dessein, dans l'intention de nuire ; mais l'instruction ne put montrer la main de l'accusé mélangeant le poison à la farine dans la maie à pétrir, ni indiquer le

lieu où il s'était procuré le poison. Elle constata seulement que l'un des habitants de la ferme avait, depuis longues années, un paquet d'acide arsénieux en sa possession ; et que d'ailleurs, dans les verreries circonvoisines, cette substance, indispensable à la fabrication du verre, était littéralement à la disposition des ouvriers et même du premier venu.

En l'absence de preuves directes, l'accusé fut acquitté.

TRIBUNAUX.

TROMPERIE SUR LA QUANTITÉ DE LA MARCHANDISE LIVRÉE.

Nous apprenons avec peine qu'un pharmacien a été condamné pour tromperie sur la quantité de la marchandise vendue.

Sur des fournitures de médicaments, on a constaté qu'il manquait 45 grammes de miel, 3 grammes de pâte de guimauve et 5 grammes de pâte de jujube.

L'inculpé a été condamné à 50 fr. d'amende.

On doit se demander s'il y a eu véritablement envie de tromper, ou s'il n'y aurait pas eu négligence ou erreur ; quoi qu'il en soit, le pharmacien condamné a dû être vivement affecté de cette condamnation.

TROMPERIE SUR LA NATURE DE LA MARCHANDISE.

Le sieur R..., distillateur, est traduit devant le Tribunal de police correctionnelle, sous la prévention d'avoir mis en vente *des sirops de gomme et d'orgeat falsifiés et mal préparés*. Il résulte, en effet, du rapport de M. Lassaigue, chimiste, que les sirops ci-dessus énoncés, saisis chez le sieur R..., et soumis à son expertise, ne remplissent pas les conditions exigées. Ainsi les sirops de gomme et d'orgeat proprement dits offraient

un déficit notable de ces substances, et ce déficit se retrouvait encore dans ceux qui portaient l'étiquette de sirop de glucose.

Le Tribunal a condamné le sieur R... à 16 fr. d'amende.

REMÈDES SECRETS. — CONDAMNATIONS.

Pommade souveraine du D^r ALIBERT.

Le sieur X..., pharmacien, est traduit devant le Tribunal de police correctionnelle sous la prévention de vente de remèdes secrets. En effet, lors de la visite faite dans son officine par les professeurs de l'Ecole de Pharmacie, il y fut saisi une préparation dite *Pommade souveraine du docteur Alibert*. Cette substance fut soumise à l'examen de M. Chevallier, chimiste, qui a déclaré qu'elle devait être rangée au nombre des remèdes secrets.

En conséquence, le Tribunal a condamné le sieur X... à 25 fr. d'amende.

MÉDICAMENTS MAL PRÉPARÉS.

Le sieur X..., pharmacien, est traduit devant le Tribunal de police correctionnelle, sous la prévention d'infraction à la loi qui réglemente le commerce de la pharmacie. En effet, lors d'une visite faite à son officine par les professeurs de l'école, il fut constaté que plusieurs substances médicamenteuses exposées et mises en vente laissaient à désirer sur le mode de leur préparation. On pratiqua donc la saisie de *sirops de gomme, de capillaire, d'une certaine quantité de sulfate de quinine, de laudanum de Sydenham, de thériaque et d'un emplâtre désigné sous le nom de diachylum gommé*. Tous ces objets furent soumis à l'expertise, qui fit voir que ces divers médicaments n'avaient pas été préparés conformément aux prescriptions du Codex.

Conformément aux conclusions de M. l'avocat de la Répu-

blique Hello, le Tribunal condamne le sieur X... à 200 fr. d'amende.

EXERCICE ILLÉGAL DE LA PHARMACIE.

Le Tribunal de police correctionnelle s'est occupé de plusieurs affaires relatives à des préventions d'exercice illégal de la pharmacie.

Dans la première affaire, il s'agit d'une officine tenue à la Chapelle-Saint-Denis par la femme Boucher, qui ne peut justifier d'aucun droit de préparer ni de vendre des médicaments; elle prétend avoir acheté cette officine du sieur Decoster, qui l'exploitait antérieurement sans avoir été reçu pharmacien. Ce dernier, il est vrai, prétend n'avoir exercé que sous le patronage du sieur Boidoux, pharmacien reçu, qui lui aurait prêté le concours de son nom et de ses soins. La femme Boucher, depuis son acquisition, se retranche aussi derrière la prétendue responsabilité du sieur Boidoux, qui aurait, selon elle, présidé à la préparation et au débit de ses drogues.

Conformément aux conclusions de M. l'avocat de la République Hello, le Tribunal les a condamnés, savoir : la femme Boucher et le sieur Decoster, comme auteurs principaux du délit, et le sieur Boidoux, comme leur complice, chacun à 100 fr. d'amende.

Puis vient à la barre le sieur Fouyès, épicier-herboriste, rue Saint-Martin, chez lequel a été trouvée une foule de préparations médicamenteuses dont la manipulation et le débit au poids médicinal lui étaient expressément interdits.

Le Tribunal, admettant toutefois des circonstances atténuantes, ne le condamne qu'à 50 fr. d'amende.

Enfin, le sieur Lanterne, élève en pharmacie, est prévenu d'avoir tenu rue de la Roquette une officine dans laquelle les professeurs ont signalé de graves contraventions.

Ainsi, plusieurs substances médicamenteuses se trouvaient dans un état de falsification et de détérioration des plus déplorables ; plusieurs flacons ne renfermaient pas les remèdes indiqués par leurs étiquettes ; il n'y avait pas de registres pour inscrire la vente des poisons, qui de plus n'étaient pas renfermés dans une armoire spéciale. On a saisi aussi une pommade que le rapport de l'expert chimiste a qualifiée de remède secret.

Le sieur Lanterne reconnaît bien qu'il n'avait pas le droit de tenir cette officine, puisqu'il n'était pas encore pharmacien ; mais il fait observer qu'il n'en avait la gestion qu'au lieu et place du sieur B., pharmacien, son patron, et chez lequel il avait longtemps travaillé comme élève. Il ajoute que sa gestion, fort courte au reste, n'avait consisté qu'à débiter les médicaments qu'on était venu lui demander, et de la mauvaise qualité desquels il ne pouvait être responsable, puisqu'il les avait trouvés tout préparés dans la pharmacie de la rue de la Roquette, sans en avoir jamais préparé un seul lui-même.

Le sieur B. est cité comme complice du délit imputé à son élève, et, sur les conclusions du ministère public, le Tribunal le condamne à 300 fr. d'amende, et le sieur Lanterne à 100 fr. seulement.

La femme Beaudoux, sage-femme, herboriste, 49, rue Galande, a aussi été traduite devant le Tribunal de police correctionnelle sous la prévention d'exercice illégal de la pharmacie ; on a trouvé, en effet, chez elle une grande quantité de substances et de préparations médicamenteuses qu'elle n'avait le droit ni de préparer ni de vendre.

Le Tribunal l'a condamnée à 25 fr. d'amende.

Il en a été de même d'une giletière, la femme Guillot, née

Gavard, rue du Bac, 142, et d'un sieur Duc, officier de santé, traduits devant le Tribunal de police correctionnelle sous la prévention de s'être rendus coupables par complicité du délit d'exercice illégal de la pharmacie; ils ont été condamnés à 300 fr. d'amende.

Ces derniers livraient au public des feuilles de noyer, des feuilles de ronces, des paquets de sulfate de soude mêlé de charbon (1,30 de charbon et 16,70 de sulfate de soude), de *l'eau dite des Alpes*, préparation qui consistait en un macéré d'herbage, additionné d'essence de menthe et de sel de cuisine.

PHARMACIE.

DES EFFETS HÉMOSTATIQUES DE L'EAU PAGLIARI.

(Extrait d'un travail de M. Sédillot.)

La pathologie nous enseigne que la cessation spontanée des hémorrhagies dépend particulièrement de la coagulation du sang. Les vaisseaux blessés se rétractent dans leur gaine celluleuse, diminuent de longueur et de diamètre intérieur, et le sang, en s'infiltrant entre leurs tuniques et les parties voisines, s'y arrête, s'y coagule, et finit par former un caillot oblitérateur. L'eau Pagliari présente la remarquable propriété de coaguler complètement le sang. Chaque goutte du liquide hémostatique, versée dans des verres renfermant du sang, produit un magma instantané; et si le mélange est opéré dans les rapports de $\frac{1}{2}$ à $\frac{2}{3}$ de la liqueur, on voit apparaître un coagulum assez résistant pour que l'on puisse agiter et renverser impunément le vase qui le contient. Les deux liquides sont convertis en une masse noirâtre, homogène et trop fortement adhérente pour se détacher.

M. Magendie a fait voir le rôle capital de la coagulation du sang dans la cessation des hémorrhagies. Les bœufs et les moutons, auxquels on incise les carotides et les jugulaires, *more judaïco*, avec le tranchant d'un damas, ne périeraient si l'on n'avait la précaution d'enlever le caillot qui se forme rapidement et arrête l'écoulement du sang. Chez l'homme, le défaut de plasticité de ce liquide rend les hémorrhagies très redoutables et très difficiles à suspendre, et l'emploi d'une eau hémostatique propre à solidifier le sang et à produire un caillot oblitérateur nous paraît d'un avantage incontestable.

L'eau Pagliari est peu astringente ; elle ne ride pas la peau, et les morceaux d'artères que nous y avons plongés ne s'y altéraient pas et conservaient leur diamètre sans constriction appréciable. Les éponges soumises à la même expérience perdaient leur souplesse et leur élasticité. Cette eau est transparente, d'une odeur agréable, d'une coloration très légèrement jaunâtre ; et ceux qui la prépareront devront particulièrement en constater l'action sur le sang avant de la livrer aux chirurgiens.

M. Sédillot ayant jugé intéressant de poursuivre ces essais comparatifs sur un assez grand nombre de liqueurs hémostatiques plus ou moins vantées, il est arrivé à quelques résultats inattendus et curieux.

Il partage ces divers liquides en deux classes : 1° ceux qui coagulent le sang, 2° ceux qui n'exercent point d'effet appréciable relativement à la coagulation. La 1^{re} classe comprend, d'après leur ordre d'efficacité, les préparations suivantes : 1° Le *baume de Compingt* ; 2° l'*eau de Rabel* ; 3° l'*eau de M. Hepp*, qui n'est qu'une légère modification de l'eau Pagliari ; 4° l'*alcool absolu* ; 5° l'*acide sulfurique* ; 6° l'*acide acétique* ; 7° la *solution concentrée d'alun*.

Le *baume Compingt*, que l'on trouve débité, à un prix très élevé, dans de très petits flacons, exerce sur le sang l'action la plus instantanée et la plus énergique. Cette liqueur produit immédiatement un caillot épais et résistant, et n'est pas inférieure à l'eau Pagliari sous ce rapport. L'*eau de Rabel* semble mériter la réputation dont elle jouit, quoique ses propriétés coagulantes soient moins remarquables que celles des deux liquides précédents. Elle offre cependant une action très manifeste et seulement un peu plus lente. L'*eau de M. Hepp*, dont nous donnerons plus loin la composition calquée sur celle de M. Pagliari, agit à peu près de la même manière. L'*alcool absolu* ne devrait pas figurer parmi les liqueurs hémostatiques, en raison des altérations qu'il détermine sur les tissus en contact ; mais, comme on pouvait le prévoir d'après son avidité pour l'eau, il coagule très bien le sang. L'*acide sulfurique* donne un caillot ; mais il est trop caustique pour être employé. L'*acide acétique* produit un caillot un peu mou, et n'a pas les inconvénients de l'acide sulfurique ; aussi les lotions avec le vinaigre suffisent-elles souvent pour arrêter les légers écoulements de sang. La *solution concentrée d'alun* est également un hémostatique qui possède la double propriété de favoriser la coagulation du sang et d'exercer une adstriction assez forte sur les tissus ; mais le caillot est mou et se forme avec plus de lenteur.

Les hémostatiques de la 2^e classe ne déterminent pas les mêmes effets, c'est à peine si quelques-uns d'entre eux produisent, par leur mélange avec le sang, un caillot mou et sans consistance au bout de vingt-quatre heures. Ce sont : 1^o La *solution d'ergotine* de M. Bonjean, de Chambéry ; 2^o l'*eau de Brocchieri* ; 3^o l'*eau de Chapelain* ; 4^o la *solution de créosote* ; 5^o l'*eau vulnéraire rouge* ; 6^o la *résine de benjoin bouillie dans l'eau* ; 7^o la *térébenthine bouillie dans l'eau* ; 8^o l'*infusion de matico*.

Il sera possible de répéter les mêmes recherches sur d'autres eaux hémostatiques, telles que celles de Léchelle, de Montérosie, de Tisserand, de Schulz, de Neljabin, etc. C'est un travail à poursuivre et à compléter.

M. Sédillot dit qu'il eût pu se montrer plus rigoureux dans l'appréciation comparative des diverses liqueurs qu'il a expérimentées, multiplier davantage les essais, donner une analyse plus savante des effets de la coagulation du sang, mais que son seul but a été de prouver et d'expliquer les propriétés hémostatiques de l'eau Pagliari. Il n'a point prétendu vouloir épuiser tous les éléments de la question, mais il remarque que l'ergotine Bonjean ne semblerait pas, dans la supposition où il s'est placé, jouir d'une grande efficacité hémostatique; cependant cette liqueur a réussi plusieurs fois, et des chirurgiens très distingués en ont fait usage avec succès. On y a eu recours dans son service même, contre une hémorrhagie consécutive à une amputation de jambe, et le sang a été arrêté, tandis que sur une jeune fille à laquelle l'auteur avait enlevé une tumeur thyroïdienne, l'hémorrhagie résista à l'ergotine et à l'eau de Rabel, et ne fut suspendue qu'au moyen d'une compression très méthodique et très persistante; mais ces exemples ne sont pas suffisamment probants et n'infirmement en rien les résultats exposés dans la note de M. Sédillot.

Composition de l'eau Pagliari. — Formule remise par l'auteur à M. Sédillot, le 20 août 1851.

- On prend 8 onces de baume de benjoin, 1 livre de sulfate
- d'alumine et de potasse, et 10 livres d'eau commune. On fait
- bouillir le tout pendant six heures dans un pot de terre ver-
- nissé, en agitant sans cesse la masse résineuse, et en rem-
- plaçant successivement l'eau évaporée par de l'eau chaude,
- pour ne pas interrompre l'ébullition. On filtre ensuite la

« liqueur, et on la conserve dans des vases de cristal bien fermés. La portion non dissoute du benjoin forme résidu, et a perdu son odeur et la propriété de s'enflammer. L'eau hémostatique obtenue par ce procédé est limpide, de la couleur du vin de Champagne, d'un goût légèrement styptique, et d'une odeur suave et aromatique. Si on la fait évaporer, elle laisse un dépôt transparent qui adhère aux parois du vase. »

Cas dans lesquels on peut avoir recours aux liqueurs hémostatiques.

Il existe un grand nombre de cas dans lesquels le chirurgien hésite à recourir à la ligature, en raison des difficultés de l'opération et de l'incertitude ou même du danger des résultats. En voici quelques cas :

1° Les artères sont friables ; la ligature les divise avant leur oblitération, et des hémorrhagies consécutives se déclarent ; on découvre le vaisseau sur un point plus rapproché du tronc, et on l'étreint dans une nouvelle ligature. Même insuccès et même persistance dans l'emploi des mêmes ressources. On a vu des malades succomber après trois ligatures successives également infructueuses. La compression exécutée avec des boulettes de charpie imbibées d'eau Pagliari paraîtrait indiquée.

2° Des hémorrhagies secondaires surviennent dans des plaies profondes, enflammées, douloureuses ; l'artère serait inaccessible sans de grands délabrements, et l'on entrevoit la nécessité de lier l'artère principale qui alimente la région blessée : la carotide pour les hémorrhagies de l'arrière-bouche, l'artère brachiale pour celles des arcades pulmonaires, etc. L'eau hémostatique devrait auparavant être essayée.

3° Une artère a été coupée pendant une opération ; on ne peut la saisir, ou, pour la mettre à nu, il faudrait multiplier les incisions et aggraver le danger auquel le blessé est déjà exposé.

Ce serait encore une occasion favorable d'employer l'eau Pagliari.

4° Si les artérioles ouvertes sont petites, rétractiles, multipliées à la surface d'une plaie, l'indication serait semblable.

5° Dans tous les cas, en un mot, où l'on a aujourd'hui recours à la compression, sans beaucoup compter sur ce moyen habituellement inutile et dangereux, l'eau hémostatique serait un auxiliaire d'une grande puissance.

DOIT-ON, DANS L'INTÉRÊT PUBLIC, LIMITER LE NOMBRE DES PHARMACIENS EN FRANCE?

Cette question, qui nous a été posée, nous a vivement préoccupé; en effet, la limitation d'une profession a quelque chose de grave, mais la non limitation n'a-t-elle pas aussi des inconvénients, qui doivent fixer l'attention de l'administration. Il serait donc nécessaire d'étudier lequel de ces deux moyens présente le plus d'inconvénients.

La non limitation a un avantage pour beaucoup de professions industrielles, en ce sens qu'elle permet à certaines classes de la société de faire usage de produits qui, par la concurrence, sont d'un prix moins élevé qu'ils ne le seraient s'il n'y avait pas concurrence, et que cette facilité permet la consommation d'une plus grande quantité de ces produits.

Mais en est-il de même des préparations pharmaceutiques? Nous ne le croyons pas, et cela par la raison qu'on n'emploie des médicaments que quand on est malade, et que le prix en serait-il plus minime, on n'en consommerait pas davantage.

La non limitation de l'exercice de la pharmacie est devenue nuisible à la santé publique, en ce sens qu'elle a été le point de mire de quelques spéculateurs sans titre, qui, exerçant les pro-

fessions les plus diverses (1), ont fondé des pharmacies, les ont fait gérer par des pharmaciens qui les couvraient avec le titre de *prête-noms* ; puis voyant que les affaires n'allaient pas comme ils l'avaient pensé, ils vendaient tant bien que mal ces officines, qui, achetées à vil prix, venaient augmenter le nombre des pharmacies établies à Paris : ces pharmacies, discréditées, ne possédant pas les médicaments nécessaires à leur exploitation, le public s'en éloignait, et pour tâcher de vivre, le titulaire s'est souvent vu forcé d'avoir recours aux procédés industriels, c'est-à-dire à la publication de prospectus, dans lesquels le pharmacien, s'assimilant à d'autres professions industrielles, offre au public des médicaments sur lesquels il ne devait gagner que 5 à 6 p. 100 ; ces prospectus, véritables monstruosité pour ceux qui connaissent la profession, sont nuisibles aux pharmaciens en général, et à celui qui les publie en particulier. En effet, supposons qu'un pharmacien à prospectus fasse une recette de 60 fr. par jour, s'il a 5 p. 100 de bénéfice, le produit de cette officine sera donc de 300 fr. par mois, soit 3,600 francs par an. Or, on se demande si une officine peut tenir dans de semblables conditions ; le prospectus ment, ou le pharmacien se ruine, s'il ne l'est d'avance.

La limitation est, selon nous, une nécessité, depuis qu'une nouvelle industrie a surgi, c'est *la fabrication des officines*. On a vu des fournisseurs créer de ces établissements, puis les revendre à des jeunes gens sans expérience, qui succombaient quelquefois avant une année d'exercice ; cette fabrication a pris tant d'extension, qu'on compte 10 pharmacies qui n'ont eu pour créateurs que deux individus. Il est temps que l'autorité ouvre les yeux, car une officine étant ouverte, si elle ne fait

(1) Nous avons vu un serrurier, un horloger, un laitier, un menuisier, être propriétaires de pharmacies ouvertes à Paris.

rien, les médicaments ne présenteront pas la garantie désirable; bons ou mauvais, ils seront livrés au client, et la santé publique en souffrira.

La limitation des officines nous paraît être une nécessité, car le nombre des officines s'accroît à Paris dans une proportion telle, que l'on pourrait dire que bientôt il y aurait plus de pharmaciens que de malades.

Si à cela on ajoute la concurrence faite par les droguistes, par les vendeurs de remèdes secrets, enfin par les nombreux herboristes qui exercent presque tous clandestinement la pharmacie, on verra qu'il y a là une limite à poser.

Nous avons été curieux de constater cette augmentation d'officines, et nous avons vu qu'il y avait à Paris 352 officines en 1845, 376 en 1847, enfin, 393 en 1852.

Si nous nous reportons à 1776, on verra, 1^o que le nombre des pharmaciens en exercice (les maîtres apothicaires) s'élevait à peu près à 100; 2^o que les veuves succédant à l'officine, avec un élève, étaient au nombre de 22, et qu'elles étaient comprises dans ce chiffre.

La pharmacie avait à cette époque, ainsi qu'on le verra dans l'état ci-joint, d'autres ressources qu'à l'époque actuelle; la maison du roi, celles des princes, des princesses avaient, non-seulement leur maître apothicaire, mais encore des aides, ce qui n'existe plus maintenant.

Le nombre des herboristes a aussi successivement augmenté; en effet, le nombre de ces marchands de plantes était de 126; il s'élevait en 1847 à 442.

Il est vrai qu'on peut dire que la population de Paris s'est considérablement augmentée depuis 87 ans (1), mais cette augmentation de population peut-elle, si l'on tient compte de

(1) Cette population en 1789 était de 600,000 habitants.

la simplification apportée dans les prescriptions médicales, permettre à 393 pharmaciens de vivre en exerçant loyalement leur profession, surtout si l'on considère qu'il y a 442 individus qui leur font une concurrence illicite des plus désastreuses.

C'est donc une question à étudier, question qui, selon nous, est de la plus haute importance.

ÉTAT DE MM. LES MAÎTRES APOTHICAIRES EN L'ANNÉE 1776.

Gardes en charges.

Labrie (Louis-Guillaume), rue Saint-Antoine.

Desprez (Charles-Philibert), rue Sainte-Avoye.

Trevez (Pierre), rue Neuve-des-Petits-Champs.

Auprestre (Guillaume), rue de Seine, faubourg Saint-Germain.

Azema (Bernard), rue Bourtibourg.

Bailleau (Joseph), rue Saint-Jacques, vis-à-vis celle de la Par-
cheminerie.

Bailly (Louis-René), retiré, rue Ste-Croix de la Bretonnerie.

Bailly (Charles-François), retiré, rue Sainte-Croix de la Bre-
tonnerie.

Barbe (Antoine), rue Neuve-Notre-Dame.

Bataille (Joseph), rue et montagne Sainte-Genève.

Baumé (Antoine), de l'Acad. des sciences, rue Coquillière (1).

Bel (Pierre Le), rue Saint-Antoine.

(1) *Dissert. sur Pêther.* 1752, in-12, 332 p. — *Eléments de pharmacie toxique et pratique.* 1762, in-8°, 853 p.; 1769, in-8°, 1717 et 46 p.; 1773, in-8°, 941 et 38 p. — *Manuel de Chymie.* 1763, in-12, 475 p.; 1766, in-12, 466 p. — *Mémoire sur les argiles.* 1770, in-8°, 87 p. (M. Poerner a donné en allemand des remarques sur ce mémoire de Baumé. 1711, in-8°). — *Chymie expérimentale et raisonnée.* 1773, in-8°, 3 vol.; le premier de 432 p. Cet ouvrage avait, dit-on, six volumes.

Bel (Pierre Le), rue du Petit-Lyon, faubourg Saint-Germain.

Becqueret (Christophe), rue de Condé.

Bert (Noël), retiré, rue de Baune.

Bomare V. (Valmont de), rue de la Verrerie.

Brognard (Antoine-Louis), rue de La Harpe.

Brocot (Alexandre-Edme-Toussaint), rue Montmartre, près le passage du Saumon.

Bruley (Charles-François), retiré, rue de Sorbonne.

Brun (Claude-Nicolas Le), rue de Grenelle, faubourg Saint-Germain, vis-à-vis la fontaine.

Buisson (Jean-Pierre), au Marché-Neuf.

Cessac (Claude-François), retiré à l'institution de l'Oratoire, barrière Saint-Michel.

Challe (François), rue du Bacq, faubourg Saint-Germain.

Charras (Adrien-Henri), retiré, rue des Boucheries, faubourg Saint-Germain (1).

Chauchon de Minbert (Jean-Baptiste-Philippe), rue Mouffetard.

Chelé, ancien apothicaire de l'hôpital Général de Paris, rue du Four, faubourg Saint-Germain (2).

Cheradame (Jean-Pierre-Réné), rue Saint-Denis.

Clement (Nicolas-Charles), rue du Four, faub. Saint-Germain.

Clérambourg (Nicolas-François), rue Saint-Honoré.

Costel (Jean-Baptiste), rue de la Vrillière (3).

(1) Traduction du *Flora saturnisam*, inséré dans la *Pyrotologie*, de Henckel. 1760, in-4°, 284 p.

(2) *Mémoire sur les moyens de déterminer les différences chymiques et physiques qui distinguent les diverses argiles*, etc. Ce travail a remporté le prix proposé par l'Académie de Rouen, en 1771. (Voir le Bulletin de cette Académie.)

(3) *Analyse des eaux de Fougères*, 1769, avec le *Traité* de M. Raulin. In-12. 198 p., et 119 pour le *Traité* de M. Raulin. Il a également contribué à une analyse de vin avec Bomare, Cadet et Mitouart. 1771, in-4° du factum du sieur Arnaud, p. 13 et 24.

- Cozette (François), rue et porte Saint-Jacques.
De La Planche (Laurent Charles), rue de la Monnaie.
Demoret (Louis), rue Saint-Martin.
Desprez (Charles-Philibert), garde en charge, rue Ste-Avoye.
Deyeux (Nicolas), à la Croix-Rouge.
Folope (Georges), faubourg Saint-Honoré.
Fourcy (François), rue aux Ours (1).
François, rue de La Harpe.
Gautier (Jean-Baptiste), à l'Orient.
Gillet (Jean-Daniel), rue des Lombards.
Gorsse (Jacques-Antoine), à Lyon.
Goupil (Pierre-Jean-Charles-Michel), rue des Orties, butte Saint-Roch.
Guindre (Jean), apothic. de M^{me} la Dauphine, à Versailles (2).
Guyart (Jacques-Louis), faubourg Saint-Honoré.
Habert (Jean-Charles), apothic. du corps du roi, à Versailles.
Hemrique (Jacques), retiré, rue du Petit-Bourbon, faubourg Saint-Germain.
Hérissant (Jean-François), rue Neuve-Notre-Dame.
Juliôt (Balthazar), rue Ste-Marguerite, faub. St-Germain (3).
Labadie-Paris (Amédée), rue Montmartre.
Laborie (Louis-Guillaume), garde en charge, rue St-Antoine.
Lainé (Nicolas-Marie), place Maubert.
Lapierre (Etienne), rue Saint-Antoine.
Lapierre (François-Amédée), rue Montmartre.

(1) Plusieurs mémoires de chimie dans l'*Avant-coureur* et dans le *Journal* de M. l'abbé Rozier. — Réflexions adressées à M. Roux, sur sa seconde critique du *Traité analytique des eaux minérales* de M. Raulin. A. Bouillon, 1775, in-12, 10 p.

(2) Feuille indicative de son eau désopilative. In-4° de 2 p.

(3) *Dictionnaire interprète de matière médicale*. — Divers mémoires pour les apothicaires contre les épiciers, au sujet de leurs contestations.

Lauron (Bernard), rue Neuve-des-Petits-Champs.

Lebel (Pierre), rue Saint-Antoine.

Lebel fils (Pierre), rue du Petit-Lyon-Saint-Sulpice.

Machy (Jacques-François de), des Académies impériales des Curieux de la nature, et royale des sciences de Prusse, rue du Bacq (1).

Maire (Jean-Pierre Le), rue Saint-Denis.

Marin (Martin), rue Saint-André-des-Arts.

Mayol (Jean-François), rue de la Juiverie.

Maceron (Germain-Emmanuel), rue des Prouvaires.

Mitouard (Pierre-François), rue de Beaune.

Morel (Claude-François), rue de Seve, à la Croix-Rouge.

Parmenier, ancien apothicaire-major des armées du roi et de l'hôtel royal des Invalides, de l'Académie de Rouen, aux Invalides (2).

Pia (Claude), retiré, rue des Boucheries, faub. Saint-Germain.

Pia (Philippe-Nicolas), retiré, ancien échevin, rue des Grands-Augustins, hôtel Saint-Cyr (3).

(1) *Lithogéognosie, ou examen chimique des terres et des pierres en général*, trad. de l'allemand de M. Pott. 1763, 2 vol. in-12: — *Examen de l'eau minérale de M. de Calsabigi, à Papy*, 1756, in-8°, 45 p. — *Nouveau dialogue des morts. — Eléments de chimie, suivant les principes de Becker et de Stahl*, traduit du latin sur la seconde édition de M. Junker, avec des notes. 1757, in-12, 6 vol. — *Eaux minérales de Verberie*. 1758, in-12. — *Opuscules chimiques de M. Harggraf*, trad. 1761, 2 vol. in-12. — *Précis de la table des rapports*, in-12. — *Instituts de chimie*. 1763, in-12, 2 vol. — *Procédés chimiques*. 1769, in-12. — *L'art du distillateur*. 1774, in-fol. — *Dissertation chimique de M. Pott*, trad. du latin et de l'allemand. 1759, in-12, 4 vol.

(2) *Prix des arts sur les pommes de terre*. 1773, in-12, 87 p. — *Examen chimique des pommes de terre*. 1773, in-12, 248 p. — *Récréations chimiques de Model*, trad. de l'allemand avec des augmentations, in-8°, 2 vol., 1774.

(3) *Détail des succès de l'établissement que la ville de Paris a fait en*

- Pia (Jean-Baptiste), cimetière Saint-Jean.
Picard (Georges), rue Saint-Honoré.
Pin (Henri-Noël Le), retiré, rue des Lombards.
Poullain (Antoine-René), doyen, rue Sainte-Avoye.
Richard (Guillaume), rue de la Juiverie.
Rissoan, aux Petits-Carreaux.
Rivière (Louis-Raymond de La), retiré, rue de Richelieu.
Romain (Marie-Joseph), à l'hôpital Général.
Roulx (Edme-Nicolas), rue Montmartre.
Santerre (Jacques-Michel), rue Saint-Martin.
Sequin (Noël), rue Saint-Honoré.
Sillan (Etienne), rue Saint-Louis, près le Palais.
Simonet (Jean-Antoine), Chaussée-d'Antin.
Solomé (Antoine), rue Saint-Paul.
Tassart (René), vieille rue du Temple.
Taxil (Pierre-Emmanuel), retiré, rue et porte Montmartre.
Taxil fils (Joseph), rue Montmartre.
Terrier (Georges-Edme), retiré, rue Saint-Denis.
Trevez (Pierre), garde en charge, rue Neuve-des-Petits-Champs.
Valmont de Bomare, démonstrateur d'histoire naturelle, des Acad. de Clermont, Caen, Rouen, etc., rue de la Verrerie.
Vallal (Claude-Louis), rue de Gesvres.
Vasson (Pierre-Jacques), ancien apothicaire-major des camps et armées du roi, et premier apothicaire à l'Hôtel-Dieu.

*Veuves des pharmaciens succédant à l'officine avec
un élève.*

- Bardou, rue de Seine, faubourg Saint-Germain.
Bedu, rue Mouffetard.
Brognard, retirée, rue de La Harpe.

Faveur des personnes noyées. 1773, in-12, 108 p., 1774, 1775, etc. Autres pièces sur les personnes noyées.

Chevalier, retirée, rue de Sèvres.

Couzier, rue de Grenelle-Saint-Honoré.

Després, retirée, rue des Fossés-Saint-Germain-l'Auxerrois.

Du Desert, retirée, rue Sainte-Avoye.

Daillier, rue Saint-Louis, au Marais.

Hennique, rue Saint-Jacques-de-la-Boucherie.

Lapierre, retirée, rue Comtesse-d'Artois.

Le Sage, rue de Bussy.

Mayol, faubourg Saint-Antoine.

Morin, retirée, rue Montmartre.

Mouton, rue Saint-Denis.

Ogier, faubourg Saint-Jacques.

Paschalis, retirée, rue d'Anjou, au Marais.

Pujo, retirée, rue d'Argenteuil.

Rouille, rue Jacob.

Rousselot, retirée, porte Saint-Jacques.

Savy, retirée en province.

Salvan, retirée, rue des Poitevins.

Santerre, île Saint-Louis.

ÉTAT DES APOTHICAIRES ATTACHÉS AUX MAISONS PRINCILIÈRES.

*Apothicaire du roi, de la reine, des enfants de France
et premier prince du sang.*

Du roi par quartiers.

Jamard de Liboix, en cour.

Forgerat.

Habert, maître apothicaire de Paris, en cour.

Martin, en cour.

Depenne, P. (1), rue des Boucheries, faubourg Saint-Germain.

Mariet, P., rue de la Vieille-Bouclerie.

(1) La lettre P après le nom indique celui du privilégié, il suit immédiatement le nom de l'apothicaire en charge, qui est au-dessus.

Aides-apothicaires.

Liège (Jacques-César) (1), rue Saint-Honoré, en face St-Roch.

Ducort, à Saint-Germain-en-Laye.

Prat, à Versailles, rue de l'Orangerie.

Carrère.

Laumonier, P., épicier, rue Aubry-le-Boucher.

Verneuil, P., épicier, rue Saint-Jacques-la-Boucherie.

Ledreux, P., épicier, rue des Lombards.

Balland, en survivance de Carrère.

Des écuries.

Dufour-Delpit, marché aux Poirées.

Le Houx de Clermont, place du Palais-Royal.

Borie, au Palais-Bourbon.

Stenacher, P., rue Dauphine.

Apothicaire de la vénérie.

Veuve Cabane, rue Taranne.

Apothicaire-distillateurs du roi.

Le Lièvre, rue de Seine, faubourg Saint-Germain.

Lusarche, à Orléans.

Fredefont, P., rue du Temple.

Vinaigriers-distillateurs du roi.

Maille, vinaigrier-distillateur ordinaire du roi et de Leurs
Majestés impériales, rue Saint-André-des-Arts.

Capitaine, dit Le Comte, place de l'Ecole.

Apothicaire de la reine. — Du corps.

Guindre, en cour.

Pour le commun.

Jamard de Liboix, en cour.

(1) *Expositio et dissert. publica de speciebus quæ theriacam ingre-
diuntur.* 1758, in-4°.

*Apothicaires de Monsieur.**Du corps.*

Lemercier.

Dura, P., épicier, marché aux Poirées.

Aide-apothicaire.

Pluvinet, rue des Lombards.

Pour les écuries.

Sage, de l'Académie des sciences, rue du Sépulcre.

Pour les Suisses de la garde.

Calmels, à Versailles, rue Satori, aux Quatre-Bornes.

*Apothicaire de Madame.**Du corps et de la maison.*

Guindre, maître apothicaire de Paris, à Versailles.

*Apothicaires de monseigneur le comte d'Artois.**Du corps.*

Habert, maître apothicaire de Paris, à Versailles.

Forgeat en survivance.

Aide-apothicaire.

Croharé, rue des Cordeliers.

Ecurie.

Maury, rue Dauphine à Versailles.

*Apothicaires de madame la comtesse d'Artois.**Du corps et de la maison.*

Vassal, à Versailles, rue des Récolets.

Martin, P., à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, en face celle du Boulloi.

Apothicaires de monseigneur le duc d'Orléans.

Brun, syndic, rue Richelieu, vis-à-vis la rue Villedot.

Rouelle, de l'Acad. roy. d'Erford, de la Soc. roy. des arts de Londres, et démonstrateur au Jardin-des-Plantes, rue Jacob,

Cheminard, rue de Bourgogne, faubourg Saint-Germain.

Charlard, syndic adjoint, rue Basse-du-Rempart.

Apothicaire de feu M. le duc d'Orléans.

Darmagnac, au Temple.

Fessart, P., épicier, rue de l'Arbre-Sec.

De Fourcroy, rue Saint-Jacques.

Picard, P., rue d'Anjou, faubourg Saint-Honoré.

Prévôté de l'hôtel du roi et de France.

Apothicaire privilégiés sous l'autorité de M. le grand-prévôt, reçus par
la Faculté de médecine de Paris.

1764. Pecquet, rue Saint-Jacques, vis-à-vis le Val-de-Grâce.

Claye, syndie, place Baudoyer.

1766. Roblastre, rue Saint-Honoré.

Le François des Champs, place Maubert.

1768. Gallien, rue Saint-André-des-Arts, vis-à-vis celle de
l'Eperon.

1770. Chiquet, rue Montorgueil, vis-à-vis Saint-Christ.

1773. Quatremère, cimetière Saint-Jean, rue de la Verrerie.

1775. Lecourt, rue Saint-Martin, près celle Aumaire.

Veuves.

Laporte, rue Beaubourg.

Dubois, rue Mondétour, à la Halle.

ÉTAT DES HERBORISTES EN 1776.

Adam, rue Solis.

Amelin (Demoiselle), rue aux Ours.

Bardoux, rue du Chantre.

Bardon (Demoiselle), rue des Billettes.

Barier, marché des Enfants-Rouges.

Baudiet, rue du Petit-Pont, près le petit Châtelet.

Benard, rue Froidmanteau.

- Bernard, rue de l'Arbre-Sec.
Béry, rue et porte Saint-Martin.
Berombe, rue des Grands-Augustins.
Boriez, rue des Amandiers.
Boucher, rue de Grenelle.
Brocard, Joly, rue des Mauvais-Garçons, près celle de Bussy.
Brunet, rue de Bretagne.
Cagé, rue du Bacq, près celle de Grenelle.
Catois, rue Bétizi.
Cavilié (Dame), rue Montmartre, vis-à-vis l'égout.
Cendrin, rue du Dauphin.
Chamois, rue de La Harpe, plus bas que la rue Poupée.
Chapuy, vis-à-vis le tapissier du roi, faubourg Montmartre.
Chevalier, rue Saint-Honoré, près la Croix du Trahoir.
Clairet, rue Neuve-Saint-Sauveur.
Clément (Demoiselle), rue d'Argenteuil.
Collet (Dame), rue de La Harpe, en face celle des Mathurins.
Coquelle, rue St-Jacques, près le passage du Cloître-St-Benoît.
Cornette, rue des Deux-Ponts, en face l'apothicaire.
Courcel, marché aux Poirées.
Crépin, rue des Cordeliers.
Crespil, rue Saint-Thomas-du-Louvre.
Daigremont, cimetière Saint-Jean, près la rue de Bercy.
Dalibon, rue Montmartre, près celle du Bout-du-Monde.
Dantu le jeune, rue Saint Martin, en face la rue Grenétat.
Darderon (Dame), rue des Prouvaires.
Dedouin, rue Saint-Benoît, faubourg Saint-Germain.
Delidon (Dame), enclos du Temple.
Delichy (Veuve), rue Saint Martin, en face la rue Aumaire.
Desnos, rue Neuve-des-Petits-Champs.
Devaux (Dame), rue Quincampoix.
Devienne, en face l'Assomption.

Dheurs, rue Mouffetard, en face la brasserie Longchamp.

Drouin, passage du Marché-des-Quinze-Vingts.

Duclos, au coin des rues Bétizi et Tibautodé.

Dumont, cimetière Saint-Jean.

Dusceau, rue des Arcis.

Enot (Dame), rue des Boucheries, faubourg Saint-Germain.

Feuillet, rue du Bacq, près celle de Grenelle.

Flamand, rue des Cordeliers.

Forcade, rue de la Tixerandrie.

Foucault, rue de Grenelle-Saint-Honoré.

Fournier, rue Saint-Honoré, en face l'hôtel de Noailles.

Francierre, rue Montmartre.

François, rue Mouffetard.

Gerin (Demoiselle), rue Saint-Sauveur.

Gervais, rue Neuve-Sainte-Catherine.

Gervais, rue du Chantre.

Gillot, rue Baillette, en face l'ancienne Monnaie.

Gomère (Demoiselle), rue Coquillière.

Gournet, aux échoppes du Palais-Royal.

Grégoire, rue des Fossés-Saint-Germain-l'Auxerois.

Guenin, rue de Tournon.

Guillon (Demoiselle), rue de la Mortellerie.

Hachette, rue de la Jouaillerie.

Henocque, rue Neuve-Sainte-Catherine.

Husson, rue Aumaire, au coin de la rue Saint-Martin.

Jacqmin, rue des Nonandières.

Jacquar, rue Geofroy-Lasnier.

Lafosse (Dame), rue Saint-Antoine.

Laissement, passage Saint-Roch.

Lamarre, rue Aubry-le-Boucher.

Langlois, rue Planche-Mibray.

Langlois, rue Chartière.

- Lanoel, rue Sainte-Anne.
Lasnier, rue d'Orléans-Saint-Honoré.
Laurent, rue Bétizi.
Legris, rue du Faubourg-Montmartre.
Leroy, rue des Moineaux.
Levallols, rue Saint-Jacques.
Louis, rue Saint-Jacques-de-la-Boucherie.
Luningue, rue Traversière.
Marse (Madame), rue du Sépulcre.
Marais, rue Saint-Antoine.
Martin (Madame), rue des Lombards.
Mathieu (Madame), rue d'Orléans-Saint-Honoré.
Maunory, rue du Faubourg-Montmartre.
Mesnard, rue de l'Arbre-Sec.
Moligny, marché d'Aguesseau.
Morand, rue du Chaume, près l'hôtel Soubise.
Morin, rue de la Savonnerie.
Nicolle (Demoiselle), cloître Sainte-Opportune.
Noblesse (Madame), rue des Nonandières.
Noël (Madame), cimetière Saint-Jean.
Papillon, rue des Fossés-Saint-Germain-l'Auxerrois.
Parisot (Madame), rue Saint-Paul, près la prison.
Perrier, rue de Richelieu.
Philippe (Veuve), rue du Pont-aux-Biches.
Pierre, rue de la Magdeleine.
Pinson, rue du Chantre.
Plet, rue Charlot.
Poiré, rue Grenelle-Saint-Honoré.
Poitevin (Madame), rue de La Harpe, porte Saint Michel.
Ponchel, à la butte Saint-Roch.
Poncher, rue Sainte-Anne.
Provôt, rue Saint-Lazarre.

Quenot, rue Guénégaud.
Queru, rue de la Calandre.
Racine, rue Beaurepaire.
Raffin, rue Saint-Martin, près celle des Arcis.
Raphael, rue Saint-Martin, en face madame Daumont.
Rebours, rue Saint-Martin, vis-à-vis le cul-de-sac Clervaux.
Reyer, rue des Billettes.
Richer, rue de Bretagne.
Rolle, rue du Chantre.
Rose, rue du Chantre.
Sellier, rue de Langlade.
Serés (Madame), au coin de la rue des Noyers, près St-Yves.
Simonot, rue Grenétat.
Toulans, rue du Four-Saint-Germain.
Triboult (Madame), rue Saint-André-des-Arts.
Tureot, rue Saint-Antoine.
Vallois (Madame), rue de la Mortellerie.
Varin, faubourg Saint-Honoré.
Vazel, rue Git-le-Cœur.
Vatebled, faubourg Saint-Honoré.
Viard (Madame), rue du Colombier.
Violet (Mademoiselle), rue des Fossés-St-Germain-l'Auxerois.
Voisin, rue de Richelieu, près celle des Petits-Champs.

PROJET DE CRÉATION D'UNE PHARMACIE CENTRALE DES
PHARMACIENS.

Aujourd'hui, tout le monde pharmaceutique connaît le projet de création d'une *Pharmacie centrale des pharmaciens*, que nous avons publié. Nous apprenons de toutes parts qu'il a été reçu avec sympathie, voire même avec une sorte d'enthousiasme par la presque totalité de nos confrères.

Si à ce résultat que nous constatons, nous ajoutons que cette

idée fixe depuis plus de cinquante ans l'attention des hommes les plus éminents de la pharmacie pratique, ne faut-il pas en conclure qu'elle est bonne et qu'elle répond à un besoin réel ? Nous avons fait à ce sujet quelques citations dans notre programme ; mais, d'après ce que nous avons appris depuis, il nous faudrait, pour être dans le vrai, y ajouter les noms de la plupart des hommes qui tiennent la tête de la pharmacie parisienne. A plusieurs reprises des réunions ont eu lieu entre eux, quelques tentatives même ont été faites pour arriver à sa réalisation ; mais par des motifs qui ne doivent pas nous occuper ici, tous ces essais sont restés infructueux.

N'est-il pas en effet démontré que de cette création découleraient les avantages suivants : 1° Ralliement des pharmaciens sur un terrain *neutre*, sur lequel tous pourraient se rencontrer ; 2° confiance des médecins et sécurité des malades dans l'emploi des médicaments ; 3° centre où les pharmaciens seraient assurés de trouver tous les renseignements scientifiques ou pratiques dont ils peuvent avoir besoin dans les différentes positions où ils se trouvent placés ; 4° augmentation d'affaires par suite de dispositions nouvelles et de reprises faites sur les professions voisines ; 5° placement de fonds qui ne peut manquer de rapporter de gros intérêts en peu d'années. Ainsi donc, humanité, confraternité, prospérité, tel est le triple problème que l'entreprise résout. Sans doute il ne faut pas s'exagérer les choses, rêver un âge d'or pour la pharmacie, penser qu'alors tout sera dit et qu'il ne faudra plus après s'être entre aidé, s'aider soi-même. Non ; mais il faut savoir atteindre au mieux possible.

C'est sans doute parce que chacun a reconnu ces avantages que notre programme a été reçu avec tant de faveur. Aussi, s'il ne se fût agi que d'une adhésion morale, jamais projet n'eût obtenu un succès pareil. Mais malheureusement pour fonder

une entreprise matérielle, il faut, et même beaucoup, de ressources pécuniaires, et dans le cas particulier qui nous occupe, il faut signer une souscription. Cette condition *sine qua non* a refroidi l'élan de beaucoup. La timidité en affaires, si grande, si générale dans notre profession, a fait naître des objections, et d'objections en objections, les antagonistes aidant, on s'abstient, on reste dans l'ornière de ses vieilles habitudes. Aussi la souscription, qui, dans une profession moins timorée, eût été largement couverte dans quelques jours, s'est-elle arrêtée au bout d'un mois à 600 actions environ ; et sa réalisation peut-elle laisser quelque doute ?

On nous répondra peut-être que ce n'est point la bonne volonté qui manque, que le pharmacien, généralement peu aisé, ne peut souscrire, et que ce n'est que forcément qu'il renonce aux avantages incontestables de l'occasion qui est offerte. Autant que personne, nous connaissons l'état de la pharmacie ; mais, sur 5,000 praticiens qui existent en France, la moitié, par exemple, ne pourrait-elle souscrire au moins une action ? Il suffit de lire attentivement les statuts pour reconnaître que les conditions de la souscription, que le mode des versements et l'intervalle mis entre eux donnent la plus grande facilité à quiconque a de la bonne volonté. Nous le répétons, ce qui nous tue en pharmacie, c'est la timidité en affaires, c'est l'étroitesse de notre jugement dans la manière de comprendre nos véritables intérêts. Ainsi nous trouvons des confrères qui nous disent avec la plus entière bonne foi, sans s'apercevoir de la naïveté de leurs conseils : « Nous sommes les plus désireux de voir l'établissement se créer, c'est devenu une nécessité ; créez-le, et lorsqu'il marchera, nous souscrirons, et avec nous un grand nombre de collègues que nous connaissons. Ce dont nous pouvons vous assurer de suite, c'est que tous nous irons nous fournir à la pharmacie centrale. » Ils ne se doutent pas

que, pour marcher sur le pied proposé, il faut en avoir les moyens, et qu'en parlant ainsi, ils disent : donnez-vous bien de la peine, et quand il y aura des profits, nous nous présenterons pour les partager. Il est évident que si chacun attend ainsi, la création que tous désirent n'aura pas lieu. Allons donc, un peu de hardiesse. L'entreprise ne repose-t-elle pas sur un commerce connu, certain ; ne se fait-elle pas entre nous, c'est-à-dire en famille ?

Cependant, nous devons le dire, nous connaissons cette timidité de la profession, et ne comptons que bien faiblement sur une réalisation immédiate. Ce retard dans la souscription a donné le temps aux concurrents d'augmenter notre timidité naturelle et à l'antagonisme de se produire ; aujourd'hui, ces deux forces sont telles, que sous leur influence, la souscription est de fait presque complètement suspendue. Cela durera-t-il ? nous ne le pensons pas. Les pharmaciens finiront par se rendre un compte exact des choses ; ils verront, en considérant les dispositions des articles 8 et 23 des statuts, qu'ils se sont exagéré les difficultés de la souscription (1), la gravité des pertes à supporter en cas de revers ; qu'en restant inactifs en face d'une entreprise qui peut améliorer leur position, ils perdent tout droit à se plaindre désormais. Non, chacun voudra

(1) Nous avons la preuve que tous les jours, malgré les observations faites sur les statuts et celles faites depuis dans ce journal, qu'on s'exagère les exigences de la souscription. Voici pour exemple comment un de nos confrères de l'Aude termine sa lettre en date du 20 avril : « En somme, trouvant cette création des plus profitables à tous égards à la profession, je vous envoie ma souscription à quatre actions dont je garde les fonds que je destinais à autre chose, à votre disposition. » Pourquoi garder ces fonds en caisse ? Par suite des dispositions des statuts, il n'est en quelque sorte pas besoin d'avoir de l'argent en réserve pour satisfaire aux appels, pour les petites souscriptions, le temps d'avertissement suffit pour rassembler la somme nécessaire.

se dire co-propriétaire de la pharmacie centrale des pharmaciens, parce que, en définitive, il y aura honneur et profit.

Nous avons écrit le mot *antagonisme*. Eh ! mon Dieu oui, l'entreprise trouve un certain nombre d'antagonistes. Elle en trouve dans nos propres rangs, qui, nous le craignons, assument une grande responsabilité. Ne pourra-t-on pas, en effet, leur reprocher plus tard d'avoir empêché une création qui pouvait apporter quelque bien à la pharmacie. Catégorisons : elle en trouve parmi ceux de nos confrères éminents qui dirigent la pharmacie depuis vingt, trente, quarante ans, et qui ne croient pas possible de suivre des errements plus profitables que ceux suivis jusqu'à présent. Elle en trouve parmi ceux qui ont eu la même idée que nous, mais qui n'ont point cherché résolument, du moins, d'une manière ostensible à la réaliser. Nous ne pouvons les forcer à trouver bien que nous ayons pris cette initiative. Enfin, elle en trouve qui ne sauraient dire leur raison d'être. C'est un faible de l'humanité en général et en particulier de notre profession, auquel on devait s'attendre.

Les uns auraient voulu voir d'autres dispositions dans la mise à exécution, les autres prédisent une concurrence effrénée ; enfin, il en est qui soulèvent des objections qui nous sont personnelles. Nous croyons devoir répondre à chacune de ces questions.

On aurait voulu voir un autre plan ? Est-ce que chacun de nous n'a pas un plan différent ? Comme il faut bien s'arrêter à un plan unique, nous croyons avoir pris dans toutes les opinions émises sur la matière, une moyenne consciencieuse, et la seule pratique.

Il y a des difficultés inouïes. Sans doute, l'entreprise ne marchera pas sans travail ; mais la crainte de la peine ne nous a point arrêté jusqu'à présent dans nos entreprises. Nous aurions beaucoup à dire si nous voulions démontrer comment ces diffi-

cultés que l'on fait si grandes, ne sont point, cependant, insurmontables. Entendons-nous bien, soyons hommes de bonne volonté, et le succès couronnera nos efforts.

La concurrence des maisons établies sera très-grande. Si dans tout projet on s'arrêtait à cette crainte, aucune de ces maisons, aucune de ces vastes entreprises que nous voyons se créer et prospérer, ne se fonderaient. Qu'on relise bien la page 4 du programme, et l'on verra qu'il ne s'agit point d'embrasser plus que l'on ne peut étreindre, ni d'écraser personne, mais au contraire, de s'entendre avec tout le monde; que la place au soleil que nous venons demander n'est celle de personne, et n'est pas encore prise. A ce propos, qu'on nous permette de citer un exemple : Lorsqu'il fut question d'établir à Paris les voitures omnibus, les entrepreneurs de voitures publiques s'en émurent fortement, les cochers se révoltèrent et voulurent s'opposer à la marche desdites voitures. Celles-ci nonobstant s'établirent et font d'excellentes affaires. De leur côté les voitures de place ne furent jamais plus nombreuses et plus occupées. Il en sera de même, qu'on en soit bien sûr, par suite de l'établissement projeté. L'*Apothecary's Hall*, de Londres, fait de bonnes affaires, ce qui n'empêche pas les droguistes et les chimistes anglais d'en faire de bonnes aussi, chacun dans sa direction.

Nous voulons nous créer une position. Dans l'état actuel, nous avons une position modeste sans doute, mais qui satisferait de plus prétentieux que nous. Il n'y a donc rien de fondé dans ce dire. Cependant, il nous faut bien avouer que nous avons, dans cette affaire, une ambition : fonder un établissement dont la pharmacie tirera des améliorations et pourra un jour être fière. Si nous nous sommes mis à la tête de l'entreprise, c'est que l'on nous en a sollicité; néanmoins, si l'on trouve quelqu'un qui soit plus à même que nous de connaître

les besoins et les tendances de la pharmacie pratique, car nous ne pouvons supposer qu'on veuille une entreprise sans personne à la tête et où chacun serait maître, nous nous effaçons volontiers.

Nous faisons de l'entreprise une spéculation personnelle, et l'absorbons à notre profit en y mettant beaucoup d'argent. Cette objection nous est revenue de plusieurs côtés. En versant de suite dans l'entreprise une forte somme et en nous assurant un grand nombre d'actions, notre but avait été de montrer toute notre confiance dans l'entreprise et de donner le bon exemple. Notre intention ayant été dénaturée, nous détruirons cette objection et montrerons toute notre bonne volonté en déclarant ici que nous renonçons aux trois cents actions qui devaient nous être réservées en vertu des statuts pendant cinq ans, et pour les cent actions obligatoires qui constituent notre cautionnement, nous répondrons simplement, comme tous les autres actionnaires, aux appels de fonds qui seront faits. Nous nous enlevons ainsi des avantages sans que notre responsabilité en soit moralement et légalement amoindrie.

Pour terminer avec cette objection, nous ajouterons : si nous n'avions pas voulu faire une entreprise d'intérêt professionnel général, eussions-nous pris un si grand soin d'enserrer les actions dans les limites de la pharmacie.

Qu'on veuille bien ne voir dans ce que nous venons de dire que des explications et non des récriminations. Nous voulons croire nos antagonistes de bonne foi ; et n'avons-nous pas d'ailleurs prévu des difficultés, des résistances, des attaques (Voir notre programme, p. 5 et 8) ? Du reste, à quoi nous serviraient des récriminations si ce n'est à nous aliéner davantage encore ceux que nous espérons rallier un jour ? L'entreprise que nous poursuivons est une œuvre d'union et non de division : puis nous voulons convaincre et non forcer. Si nous ne

sommes pas assez heureux pour arriver en fait à ce résultat, nous n'en serons pas moins persuadé que moralement nous avons saisi les besoins de la pharmacie, mais que fâcheusement il s'y mêlait une question d'argent. Ces réflexions nous amènent à terminer par une comparaison. Lorsque nous eûmes dressé le plan de notre Répertoire général de pharmacie, l'*Officine*, avant de le mettre à exécution, nous allâmes consulter quelques-unes de nos autorités pharmaceutiques sur sa valeur. Nous trouvâmes plus d'improbateurs que d'approbatheurs. Ceux-là objectèrent de grandes difficultés d'exécution dans un pareil travail, puis doutèrent fort du succès en raison de l'exubérance et du délaissement des pharmacopées, bien que signées des noms les plus honorables et les plus connus. Quelques-uns même, dans la crainte d'un insuccès, nous refusèrent l'appui de leurs noms. Nous cherchâmes un éditeur, mais en vain. Cependant, convaincu de la bonté et de la nouveauté de notre plan, certain qu'il répondait à un besoin réel, nous nous fîmes auteur et éditeur, et l'on sait si nous avons eu raison. Nous n'avons plus à faire qu'une observation, c'est qu'ici la chose a pu s'effectuer par nos propres forces, tandis que l'entreprise pendante, pour avoir la portée que nous lui assignons, ne peut se réaliser que par la participation du plus grand nombre. Que ce soit donc le plus tôt possible, car la profession a tout à gagner à ce qu'il en soit ainsi. DORVAULT.

NOUVEAU MODE DE PRÉPARATION DU SIROP DE GUIMAUVE.

Le but que doivent se proposer les praticiens dans la préparation des médicaments, est de tirer des substances qu'ils emploient toute la quantité de principes médicamenteux qu'elles peuvent contenir.

Cette réflexion m'a été inspirée par le mode de préparation du sirop de guimauve inséré au Codex. Il est prescrit, dans ce

dispensaire obligatoire, de faire macérer à froid, suivant le procédé de M. Chereau, une partie de racine de guimauve sèche, incisée, dans six parties d'eau froide, pendant l'espace de douze heures; on fait ensuite le sirop comme il est prescrit.

De cette façon, on obtient un sirop qui a bien l'odeur de la guimauve, mais qui est loin de contenir tout ce qu'elle peut céder à l'eau froide. On remarque à la surface des fragments de racine, une substance mucilagineuse qui y adhère. Pour l'en séparer, on bat la guimauve avec une nouvelle quantité d'eau; le mucilage se dissout, et on obtient ainsi une eau très mucilagineuse, qui est réunie à l'eau de la première macération. Au lieu de mêler cette eau mucilagineuse à du sirop de sucre, on y ajoute la quantité de sucre blanc nécessaire pour en faire un sirop. Soit :

Racine de guimauve incisée. 100

Eau froide. 600

Après douze heures de macération, on obtient environ 400 grammes de produit. On verse de nouveau sur la guimauve, 660 grammes d'eau, et on bat le tout avec une vergette. On passe et on réunit les deux liqueurs.

Pour : Eau mucilagineuse. 100

Sucre blanc 190

On porte à l'ébullition et on passe au blanchet. On obtient par ce moyen un sirop ayant non-seulement l'odeur de la guimauve, mais possédant encore au suprême degré les propriétés adoucissantes de cette racine. On pourrait croire, et j'en avais l'appréhension, que ce sirop serait très fermentescible et qu'il ne pourrait être conservé : c'est une erreur; en le tenant au frais pendant les mois d'été, il se garde très bien. J'en ai qui a été fait au mois de mai de l'année dernière, et qui est toujours comme s'il venait d'être fait.

DUVIVIER.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

ÉTUDIANTS DES FACULTÉS.

M. le ministre de l'instruction publique vient d'adresser aux recteurs une circulaire dont voici le texte :

• Paris, le 20 avril 1852.

• Monsieur le recteur, il arrive fréquemment que les étudiants des Facultés négligent de prendre une ou plusieurs inscriptions, ne subissent pas les examens aux époques déterminées par les règlements, et prolongent ainsi, au grand détriment des familles, et sans profit pour eux-mêmes, le temps d'études au delà de la durée fixée par les lois. Le pouvoir disciplinaire des Facultés ne suffit peut-être pas pour mettre un terme à ces coupables négligences; mais où leur pouvoir cesse, celui des pères de famille commence, et notre premier devoir est de les avertir.

• J'ai donc décidé que MM. les doyens des facultés de droit et de médecine, MM. les directeurs des écoles supérieures de pharmacie et des écoles préparatoires de médecine et de pharmacie, seront tenus d'adresser désormais aux parents des élèves, à la fin de chaque année scolaire, un bulletin contenant l'état des inscriptions et des examens subis pendant le cours de ce semestre. Ils y joindront leurs observations particulières sur l'assiduité aux divers cours obligatoires, sur la manière dont les examens auront été subis, sur la conduite de l'étudiant dans l'intérieur et au dehors de l'école.

• MM. les doyens et directeurs seront également tenus de notifier sur-le-champ, aux parents ou au tuteur de l'étudiant, les poursuites disciplinaires ou autres dont celui-ci aurait été l'objet; pour que cet avertissement soit utilement donné, chaque étudiant devra, en prenant une inscription, faire con-

naître le domicile actuel de ses parents ou de son tuteur, outre celui de ses correspondants.

« J'attache la plus grande importance, monsieur le recteur, à ce que ces prescriptions, imposées dès le 19 mars 1807 dans l'instruction générale pour les écoles de droit, rappelées et étendues aux autres écoles par l'arrêté du 26 octobre 1838, mais qui n'ont jamais été sérieusement exécutées, soient immédiatement mises en vigueur dans les facultés et dans les écoles de votre ressort. Vous donnerez, en conséquence, les ordres les plus précis pour que le relevé des notes du dernier semestre soit adressé sans retard aux parents de chaque étudiant. Il est bon que MM. les doyens et MM. les directeurs, qui, à cette occasion, vont se trouver en rapport avec les familles, les invitent à faire toujours connaître directement au secrétariat de l'école leurs changements de résidence, pour que les renseignements qui leur seront destinés ne s'égarent jamais.

« Vous voudrez bien rappeler à MM. les doyens que l'exécution de ces différentes mesures leur est plus particulièrement confiée, et qu'ils engageraient gravement leur responsabilité s'ils n'y apportaient pas une vigilance infatigable et une sévérité dont le gouvernement, les familles et les jeunes gens eux-mêmes leur sauront gré.

« Recevez, monsieur le recteur, l'assurance de ma considération très distinguée.

« *Le ministre de l'instruction publique et des cultes,*

« H. FORTOUL. »

MM. les doyens et les directeurs des écoles pourront bien dire si les élèves prennent leurs inscriptions, s'ils suivent les cours, mais ils ne pourront savoir ce que font les élèves lorsqu'ils sont sortis des écoles. C'est aux pères de famille qu'incombe cette surveillance, qui, selon nous, est la plus nécessaire sous le rapport du moral, de la santé et de l'avenir des élèves.

SOCIÉTÉ DE CHIMIE MÉDICALE.

Séance du mois de mai 1852.

La Société reçoit :

1° Deux notes de M. Mahier, pharmacien à Château-Gonthier. Ces notes sont relatives à l'hygiène et aux engrais ;

2° Une lettre de M. Duvivier, pharmacien à Chartres ;

3° Une lettre qui nous fait connaître que des membres du jury médical veulent donner leur démission, parce que l'un de leurs collègues, depuis la visite des boutiques des épiciers, où l'on a trouvé et saisi des sirops glucosés, a publié un prospectus par lequel il fait connaître qu'il confectionne et vend des sirops à bon marché.

Nous ne voyons pas pourquoi nos confrères donneraient leur démission parce que l'un de leurs collègues a fait une démarche qui sort tout à fait des usages pharmaceutiques. Nos collègues ont-ils peur qu'on les considère comme associés à la vente des sirops ? Personne ne pourra avoir cette idée, puisque le prospectus est signé de celui qui annonce qu'il se livre à ce commerce.

La seule chose à craindre, c'est que les débitants qui ne se seront pas fournis chez le visiteur au prospectus pourront dire *que le sirop qu'on a saisi était bon, et que, si on l'a saisi, c'est que le sirop venait d'autres personnes, et qu'il y avait intérêt pour le visiteur de faire cette saisie.*

Des propos de pareille nature ont déjà été tenus dans diverses localités, parce que l'un des membres du jury fournissait des médicaments à des personnes qui étaient visitées par lui.

Il serait à désirer, dans l'intérêt de la dignité des membres du jury, qu'aucune personne ne pût même être soupçonnée d'avoir un intérêt quelconque à la juste sévérité qu'on doit apporter dans ces visites.

Nous dirons et répéterons sans cesse que c'est avec peine que nous voyons les pharmaciens publier des prospectus ; ils se nuisent et nuisent à leurs collègues, en enlevant à la pharmacie le cachet particulier de science qu'elle aurait toujours dû conserver ;

4° Des lettres, au nombre de huit, par lesquelles on nous demande ce que doivent faire les élèves reçus bacheliers ès-lettres qui ont commencé l'étude de la pharmacie d'après les exigences anciennes, et s'ils seront tenus de se faire actuellement recevoir bacheliers ès-sciences. Nous ne

pouvons donner de réponse à ces lettres; des démarches sont faites près de l'administration pour savoir ce qui sera statué à ce sujet;

5° Une note de M. Babièrre sur l'essai des pommades oxygénées de mercure;

6° Une lettre de M. B... sur la fabrication des produits chimiques;

7° Une lettre de M. J. DELAGRAVE, interne en pharmacie à l'hôpital Sainte-Marguerite, qui réclame parce que son nom, qui se trouvait joint à la note sur la préparation de l'acide benzoïque, a été transformé en celui de Delagarde;

8° Une lettre de M. Leroi, qui nous demande si l'ivraie se trouve en aussi grande quantité en Sologne qu'on le dit, et si les blés qui contiennent de cette semence sont nuisibles à la santé au point de déterminer de graves accidents.

Né pouvant répondre à cette question, nous prions nos abonnés qui habitent la Sologne de nous renseigner à ce sujet. A. CHEVALLIER.

BIBLIOGRAPHIE.

TRAITE DE TOXICOLOGIE;

Par M. ORFILA, professeur à la faculté de Paris, membre de l'Académie nationale de médecine, etc.

5^e édition. — 2 volume in-8°. — Chez LABÉ. — Prix : 19 fr.

Si un ouvrage a obtenu du succès, c'est assurément le *Traité de toxicologie* publié par M. Orfila, traité dont la première édition date de 1814.

L'on s'expliquera facilement le succès de ce livre, si l'on examine ce qu'était la toxicologie et si on se reporte à la lecture des ouvrages publiés avant 1814. Cette lecture peut permettre de dire que la toxicologie et la médecine légale étaient loin d'être ce qu'elles sont aujourd'hui, et pour donner à nos lecteurs un exemple dont la date remonte à 1777, nous copierons textuellement le rapport qui fut fait lors de l'autopsie de madame de La Motte, empoisonnée par l'épicier Desrues. Voici ce rapport : *Ayant procédé à l'ouverture du cadavre, nous avons trouvé tous les viscères du bas ventre dans un état d'inflammation considérable et particulièrement l'estomac, que nous avons trouvé enflammé et les parois d'un volume considérable, par plaques seulement.*

L'ayant ouvert, nous n'avons trouvé dans sa capacité qu'un peu de matière formant bouillie, de couleur brune; l'ayant nettoyé et lavé, nous avons considéré l'intérieur de ces viscères, nous avons trouvé les vais-

seaux gonflés de sang, et, vers le pylore, un point d'inflammation de la longueur de 4 pouces en carré très considérable. Sur quoi, bien examinés, nous jugeons que la dame de Saint-Faust de La Motte a succombé à la suite d'un breuvage quelconque dans lequel est entrée une drogue capable de détruire le principe de la vie par ses effets funestes. 19 avril 1777. Suivent les signatures.

La lecture de cette pièce et la comparaison qu'on peut en faire avec les rapports publiés de nos jours, donnera de suite une idée de la science en 1777 et de la science en 1852; mais revenons à l'ouvrage publié par M. Orfila. Dans le premier volume, qui a près de 900 pages, l'auteur a traité 1° de l'empoisonnement et de tout ce qui s'y rattache; 2° des poisons en particulier; 3° des poisons irritants minéraux, leur action sur l'économie animale, des symptômes et des lésions des tissus produits par ces poisons, le traitement à employer, les recherches médico-légales à faire.

Dans le second, plus volumineux que le premier, M. Orfila termine ce qui a rapport aux poisons irritants minéraux, puis il traite 1° des poisons irritants végétaux et des faits qui s'y rattachent; 2° des poisons narcotiques; 3° des poisons narcotico-âcres; 4° des poisons septiques ou putréfiants; 5° de l'empoisonnement considéré d'une manière générale. Dans un appendice, M. Orfila a traité de l'acide arsénieux, de l'acide tartrique, de l'empoisonnement par cet acide, enfin du procédé à suivre pour déceler l'acide tartrique dans un cas d'empoisonnement.

La lecture que nous avons faite d'une partie de cette nouvelle publication nous a démontré que M. Orfila a plutôt fait un nouvel ouvrage que publié une nouvelle édition. Cet ouvrage, terminé par une table générale, devra se trouver dans la bibliothèque des médecins, des pharmaciens, des chimistes et dans celle de tous ceux qui s'occupent de toxicologie et de médecine légale.

A. CHEVALLIER.

FLORE DU PHARMACIEN, DU DROGUISTE ET DE L'HERBORISTE,
ou

Description des plantes médicales spontanées ou cultivées en France, disposées en familles;

Par N.-C. SERINGE, professeur de botanique à la Faculté des sciences de Lyon, et directeur du jardin botanique.

Lyon, 1852. — Un fort volume in-18 de 800 pages, avec de nombreuses figures intercalées dans le texte et des tableaux synoptiques.

Prix : 8 francs.

Se trouve, à Paris, chez V. MASSON, 17, place de l'École-de-Médecine.

Le Gérant : A. CHEVALLIER.

Paris. — Typogr. de E. et V. PENAUD frères, 10, rue du Faubourg-Montmartre.